



**Les portraits de la région**

[www.observat.qc.ca](http://www.observat.qc.ca)

version intégrale

OBSERVATOIRE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE



# **Portrait des communications et des télécommunications**

Mai 2006

Analyse et rédaction : Diane Guillemette et Lili Germain, agentes de recherche.  
Collaboration : Mariella Collini et Julie Thibeault, agentes de recherche.

Reproduction autorisée à des fins non commerciales avec mention de la source.  
Toute reproduction totale ou partielle doit être fidèle au texte utilisé.

**Vous pouvez vous procurer ce document à l'adresse suivante :**

Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue  
170, avenue Principale, bureau 102  
Rouyn-Noranda (Québec)  
J9X 4P7  
Téléphone : 819-762-0774  
Télécopieur : 819-797-0960  
Pour télécharger la version PDF : [www.observat.qc.ca](http://www.observat.qc.ca)

## Table des matières

Liste des tableaux .....	4
Introduction.....	5
1. Un peu d'histoire.....	6
1.1 De 1920 à 1980.....	6
1.1.1 La presse écrite.....	6
1.1.2 La radio.....	6
1.1.3 La télévision.....	7
1.1.4 La téléphonie.....	7
1.2 Les années 1980-2000.....	8
1.2.1 La télévision.....	8
1.2.2 La radio.....	8
1.2.3 La presse écrite.....	8
1.2.4 La téléphonie.....	9
1.3 Le début des années 2000.....	9
2. Les médias.....	10
2.1 La télévision.....	10
2.1.1 Radio Nord Communications.....	10
2.1.2 Radio-Canada.....	11
2.1.3 Télé-Québec.....	11
2.1.4 Statistiques principales des stations de télévision privées commerciales.....	11
2.1.5 Télévision communautaire.....	12
2.2 La radio.....	13
2.2.1 Astral.....	13
2.2.2 Radio-Canada.....	13
2.2.3 Radio Nord Communications.....	13
2.2.4 CKVM.....	13
2.2.5 CHIC.....	14
2.2.6 Statistiques principales des stations privées commerciales.....	14
2.2.7 Les radios communautaires et autochtones.....	14
2.3 La presse écrite.....	15
2.3.1 La presse régionale.....	15
2.3.2 La presse nationale.....	15
2.3.3 Les magazines et autres médias.....	16
2.3.4 Les journaux communautaires.....	16
2.4 Les journalistes.....	17
3. Les habitudes de consommation.....	19
3.1 La presse écrite, les revues et les magazines.....	19
3.2 L'écoute télé.....	19
3.3 L'écoute radio.....	22
3.4 Internet.....	22
3.4.1 Dans les ménages.....	23
3.4.2 Tendances canadiennes.....	23
3.4.3 Le web municipal.....	23
3.4.4 Usage d'Internet et commerce électronique.....	25
3.4.5 Internet dans les entreprises.....	28
3.5 Large bande.....	28
3.6 La téléphonie.....	28
3.7 Les câblodistributeurs et le satellite.....	29
3.8 Les dépenses des ménages canadiens.....	29
4. Les télécommunications souterraines sans fil.....	30
5. Emplois et perspectives d'emploi.....	30
5.1 Emplois selon les professions.....	30
5.2 Emploi selon l'industrie et les groupes d'âge.....	32
5.3 La main-d'œuvre dans les médias communautaires.....	33
6. La formation.....	34
7. Les entreprises.....	36
Conclusion.....	37
Bibliographie.....	39
Annexe.....	41

## Liste des tableaux

Tableau 1	Statistiques principales, stations de télévision privées commerciales, Abitibi-Témiscamingue et Québec, 2001-2003	12
Tableau 2	Statistiques principales, stations de radio privées commerciales, Abitibi-Témiscamingue et Québec, 2001-2003	14
Tableau 3	Tirage des quotidiens en Abitibi-Témiscamingue, copies, 2003	16
Tableau 4	Population desservie par un journal communautaire, Abitibi-Témiscamingue, 2005	17
Tableau 5	Nombre d'années d'expérience, journalistes de l'Abitibi-Témiscamingue, 2003	18
Tableau 6	Parts de marché réparties sur les trois principales stations et moyenne des heures d'écoute hebdomadaire par téléspectateur adulte, Abitibi-Témiscamingue, automne 2004	19
Tableau 7	Écoute de la télévision, population de 15 ans et plus, Abitibi-Témiscamingue et Québec, 2004	21
Tableau 8	Fréquence d'écoute de la musique à la radio, population de 15 ans et plus, Abitibi-Témiscamingue et Québec, 1999 et 2004	22
Tableau 9	Part des municipalités du Québec ayant un site web actif selon les régions, 2004	24
Tableau 10	Municipalités de l'Abitibi-Témiscamingue disposant d'un site Internet, 2005	24
Tableau 11	Régions selon l'usage d'Internet par les adultes, 2004-2005 et 2003-2004, en pourcentage	25
Tableau 12	Taux d'utilisation d'Internet et taux d'achat en ligne en %, 2004-2005, Abitibi-Témiscamingue et Québec	26
Tableau 13	Indice d'utilisation d'Internet 2003-2004 et 2004-2005, régions du Québec	26
Tableau 14	Taux d'achat en ligne selon les régions du Québec, pourcentage, 2002-2003 et 2003-2004	27
Tableau 15	Indice d'achats en ligne, 2003-2004 et 2004-2005, régions du Québec	27
Tableau 16	Emplois dans les professions liées aux technologies de l'information et des communications ainsi qu'à l'informatique et perspectives d'emploi, Abitibi-Témiscamingue	31
Tableau 17	Emplois selon l'industrie et le groupe d'âge, Abitibi-Témiscamingue, 2001	32
Tableau 18	Nombre d'établissements oeuvrant dans les domaines de l'information, des communications et de l'informatique, Abitibi-Témiscamingue, 2003	36

## Introduction

Transcender la distance par de bonnes communications est non seulement nécessaire, mais indispensable en Abitibi-Témiscamingue. Cette préoccupation existe d'ailleurs depuis le début de la colonisation, les gens ayant besoin d'entendre parler d'eux-mêmes et des autres. C'est pourquoi la recherche en faveur d'un système de communication efficace et de moyens visant à se « rapprocher » font partie de notre histoire.

Les bulletins de nouvelles, les émissions d'affaires publiques et autres émissions ou publications produites localement ou régionalement jouent un rôle déterminant dans la constitution et le maintien de l'identité régionale, sans doute davantage que ceux provenant des grands centres. L'Abitibi-Témiscamingue est vaste. Pour tisser des liens entre les gens et pour alimenter le sentiment d'appartenance, la population a besoin d'accéder à une information de qualité. Ceci est d'autant plus vrai que le milieu des communications et des télécommunications est en pleine effervescence. Les nouvelles technologies font leur apparition. Les récentes applications liées aux téléphones cellulaires et à Internet sont des exemples d'éléments porteurs d'avenir. L'arrivée de la balladodiffusion et les lecteurs musicaux de type iPod introduisent de nouvelles habitudes d'écoute ou de consommation alors que les médias se spécialisent graduellement et que la convergence s'installe. On remarque également que certains médias perdent du terrain alors que d'autres en gagnent. Devant toute cette mouvance, il devient nécessaire de faire le point et d'examiner comment tout cela se vit en Abitibi-Témiscamingue.

Le présent portrait donne donc un aperçu de l'importance des communications et des télécommunications dans la région et tente de cerner quelles sont les grandes tendances auxquelles il est difficile d'échapper. Le **chapitre 1** permet de faire un retour en arrière pour comprendre l'histoire des communications et des télécommunications dans la région. Le **chapitre 2** est consacré aux médias. Pour sa part, le **chapitre 3** s'attarde aux habitudes de communication. Le **chapitre 4** se penche sur les communications souterraines sans fil. Le **chapitre 5** traite d'emplois alors que le **chapitre 6** se préoccupe de formation. Enfin, le **chapitre 7** aborde la question des entreprises.

## 1. Un peu d'histoire

### 1.1 De 1920 à 1980

L'Abitibi-Témiscamingue possède en matière d'information et de communications une courte histoire d'environ 85 années.

#### 1.1.1 La presse écrite

Le premier journal à paraître dans la région est fondé par monsieur Hector Authier. Il s'agit de L'Abitibi. Ce journal est publié à Amos pour la première fois en 1920. Le journal prend en 1922 le nom de Gazette du Nord avec l'espoir de devenir la voix des communautés francophones pionnières de l'Abitibi et de l'Ontario. Installé à Val-d'Or, ce journal disparaît en 1951 pour faire place à l'Écho Abitibien.

Deux hebdomadaires voient ensuite le jour à Rouyn-Noranda au cours des années 1930 pour desservir la population de l'agglomération minière. Le Rouyn Noranda Press est fondé en 1933 et il est suivi, en 1937 de La Frontière. Ce journal est créé pour contrer l'influence du Rouyn Noranda Press et mieux représenter les intérêts de la communauté francophone.

Au début des années 1950, on retrouve quatre grands journaux en Abitibi, soit La Frontière, le Rouyn Noranda Press, L'Écho Abitibien et le Val-d'Or Star (qui dessert la communauté anglophone de la Vallée-de-l'Or). Ces hebdomadaires vont dominer la presse écrite pour les décennies à venir.

Du côté du Témiscamingue, il faut attendre les années 1970 avant de voir apparaître un journal desservant la population de cette partie de la région. Le Témiscamien est ainsi fondé en 1974. Ce journal existe encore aujourd'hui même s'il n'est plus seul à occuper ce marché.

Au milieu des années 70, le groupe Quebecor a tenté de desservir la région avec un quotidien : le Journal du Nord-Ouest. Ce journal a dû cesser ses opérations en raison de problèmes de distribution. Le Journal du Nord-Ouest était en fait le Journal de Montréal auquel on ajoutait dans la région une douzaine de pages pour les nouvelles locales et régionales.

#### 1.1.2 La radio

La radio arrive en Abitibi-Témiscamingue en 1939 avec l'entrée en ondes de la station CKRN de Rouyn-Noranda. Cette station appartient à la Compagnie de radiodiffusion Rouyn-Noranda Limitée qui regroupe des actionnaires locaux, tant anglophones que francophones. L'affiliation de CKRN à CBL-Toronto provoque des protestations chez la population francophone obligée d'écouter en majorité des contenus anglophones. Cette polémique ne prend fin qu'avec l'affiliation de la station au réseau français de Radio-Canada en 1942.

On assiste ensuite à l'entrée en ondes de CKVD à Val-d'Or en 1939 et de CHAD à Amos en 1942. Ces deux stations appartiennent à la Northern Broadcasting and Publishing Limited de Roy Thompson, un homme d'affaires de Timmins déjà propriétaire de journaux et de stations de radio à Timmins et Kirkland Lake. Monsieur Thompson fait également l'acquisition de CKRN en 1941.

En 1944, Northern Broadcasting and Publishing vend ses trois radios de l'Abitibi à Hector Authier. Ce politicien et homme d'affaires d'Amos est déjà à l'époque propriétaire de La Gazette du Nord. En 1948, il vend son journal et ses radios à Radio Nord Inc. dont les propriétaires sont majoritairement Abitibiens<sup>1</sup>. En 1950, Radio Nord ouvre une quatrième station à La Sarre, soit CKLS. Au cours des décennies suivantes, Radio Nord diffusera de plus en plus en réseau à partir de CKRN. Les quatre stations de Radio Nord sont affiliées au réseau français de Radio-Canada qui leur fournit de larges segments de programmation et des bulletins de nouvelles.

Le Témiscamingue n'est longtemps desservi que par les stations de radio des villes ontariennes voisines, aucune station francophone ne rejoignant cette partie de la région. En 1950, Radio Témiscamingue inc.,

---

<sup>1</sup> Il s'agit de la famille Gourd.

une compagnie dont les actions sont largement réparties dans le milieu, ouvre la station CKVM à Ville-Marie. CKVM a gardé sa totale indépendance jusqu'à aujourd'hui, résistant à toutes les offres d'achat.

La population de l'Abitibi-Témiscamingue se montre souvent, durant cette période, insatisfaite de l'information régionale qui lui est livrée par les radios locales. Des doléances répétées sont acheminées aux autorités compétentes pour réclamer une station de Radio-Canada indépendante.

### 1.1.3 La télévision

Au Québec, les premières années de la télévision sont marquées par la forte présence de Radio-Canada et de Télé-Métropole. Puis, on assiste au cours des années 70 à la création de la télévision éducative de Radio-Québec.

C'est le 25 décembre 1957 que débute dans la région l'aventure de la télévision avec la mise en onde, par Radio Nord, de la station CKRN-TV. CKRN-TV émet d'abord à partir de Rouyn-Noranda. L'installation de plusieurs réémetteurs permet par la suite à Radio Nord de mieux desservir l'ensemble de la région. CKRN-TV présente alors une programmation bilingue, tant pour les segments produits en région que pour les émissions provenant des réseaux Radio-Canada à Montréal et CBC à Toronto. La présence de cette entreprise à propriété régionale constitue alors un frein à l'emprise des grandes entreprises québécoises ou canadiennes de télévision.

L'arrivée de la télévision dans la région bouleverse toutes les habitudes, notamment en ce qui a trait à l'écoute de la radio, à la fréquentation du théâtre amateur dans les salles paroissiales et à la fréquentation des salles de cinéma<sup>2</sup>.

Le début des années 1970 amène l'implantation dans la région de Cablevision du Nord de Québec. Les années 1970 sont l'objet de luttes épiques menées en Abitibi-Témiscamingue pour mettre les médias d'information au service des gens les plus défavorisés. Par exemple, une série d'émissions télévisées hebdomadaires, intitulée *Le Bloc*, est diffusée sur les ondes de Radio Nord entre 1969 et 1971. Réalisées par des amateurs, les émissions sont produites par différents syndicats s'estimant mal servis par les médias régionaux.

Multi-Média, un programme du ministère de l'Éducation, connaît tout un succès dans la région entre 1972 et 1978. Par son biais, on veut encourager la formation de groupes d'apprentissage supportés par un animateur. Divers supports audio-visuels servent à l'animation des groupes, entre autres des émissions de télévision diffusées par Radio Nord où des sujets tels la sécurité au travail, l'alphabétisation ou les procédures d'assemblées sont traités.

En 1978, Radio Nord acquiert la station CHOT-TV de Hull qui s'affilie au réseau TVA. L'année suivante, Radio Nord ouvre une deuxième station de télévision en Abitibi-Témiscamingue, soit CFEM-TV, aussi affiliée à TVA.

### 1.1.4 La téléphonie

En 1906, la Temiskaming Telephone, une entreprise ontarienne, dessert une cinquantaine d'abonnées de Ville-Marie et de Lorrainville. En 1930, Téléphone du Nord du Québec détient le monopole du service téléphonique au Témiscamingue après avoir acheté les compagnies locales. En 1933, la Northern Telephone opère en Abitibi après avoir acheté diverses compagnies téléphoniques locales. Cette compagnie achète Téléphone du nord du Québec en 1956, obtenant ainsi le monopole du service téléphonique témiscamien. En 1967, Northern Telephone confirme son emprise sur l'ensemble de la région après avoir acheté différentes compagnies locales de l'Abitibi. En 1976, Télébec, une filiale de Bell Canada, achète Northern Telephone, ce qui lui assure le monopole téléphonique en Abitibi-Témiscamingue.

---

<sup>2</sup> Sous la direction de Vincent, Odette. *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*. Institut québécois de recherche sur la culture, 1995.

## 1.2 Les années 1980-2000

### 1.2.1 La télévision

En 1981, Radio Nord profite de l'arrivée du réseau Télévision Quatre Saisons (TQS) dans le marché de la télévision au Québec et ouvre la station TQS Abitibi dont les studios sont installés à Val-d'Or. Radio-Québec, devenu Télé-Québec, possède de son côté deux émetteurs dans la région ainsi qu'un centre de production à Val-d'Or.

L'arrivée de la câblodistribution, en permettant l'accès à une multitude de chaînes spécialisées, accentue à partir des années 90<sup>3</sup> la fragmentation de l'écoute télévisuelle dans la région. Le phénomène s'est amplifié avec la télévision par satellite.

Cette période voit aussi les réseaux TVA et TQS acheter la majorité de leurs stations affiliées dans la région. On constate alors une réduction du rôle et de l'influence des stations de télévision régionales dans leur communauté. Les émissions provenant des réseaux prennent de plus en plus de place au dépend de la production locale et les détachements régionaux sont de plus en plus difficiles à obtenir.

### 1.2.2 La radio

Le besoin d'entendre et de connaître ce qui se passe à travers la région fait naître, au début des années 1980, une certaine effervescence, notamment en termes de médias communautaires. On assiste ainsi à l'implantation de la radio FM qui, en quelques décennies, va faire complètement disparaître les stations AM de la région.

En septembre 1978, la radio communautaire de Rouyn-Noranda, CIRC-MF, entre en ondes. C'est la première radio FM de la région et elle diffuse en son stéréo. L'équipe est formée de bénévoles et de permanents qui gèrent une programmation axée sur l'information locale et l'animation culturelle. Rejoignant un important auditoire à Rouyn-Noranda et dans la région, cette radio joue un rôle déterminant en matière de formation journalistique et technique. L'initiative communautaire prend fin au début de 1989, après plusieurs années de problèmes financiers.

En 1981, CIRC-FM entreprend de diffuser en réseau avec CKVM au Témiscamingue et CIBO-FM, la radio communautaire de Senneterre. Les trois radios diffusent ensemble sous le nom de Réseau des Quatre Vents. Nous leur devons notamment la série Trait d'union, émissions portant sur la vie syndicale en Abitibi-Témiscamingue. Les stations s'échangent également des bulletins de nouvelles et elles développent une collaboration sur le plan technique.

L'ouverture de plusieurs autres stations FM affiliées à des réseaux nationaux, soit CJMM-FM et CJMV (Radio-Mutuel), CHLM-FM (Radio-Canada) et CHOA-FM (Rock Détente) va réduire l'influence des radios communautaires et surtout amener la disparition des quatre stations AM de Radio Nord, qui cèdent leur place à GO FM. Récemment, CKVM, la dernière station AM de la région, est passée sur la bande FM.

### 1.2.3 La presse écrite

Du côté du Témiscamingue, le journal Le Reflet débute ses opérations en 1990. Du côté de l'Abitibi, on assiste à la mise en circulation du journal à distribution gratuite, Le Citoyen, dans trois secteurs géographiques : la Vallée-de-l'Or, l'Harricana et Rouyn-Noranda. On voit également apparaître les publi-sacs qui lui sont associés.

La période 1980-2000 est également propice à l'implantation des médias communautaires. En effet, près du tiers des journaux communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue sont fondés durant les années 1980 et environ la moitié le sont au cours des années 1990<sup>4</sup>.

<sup>3</sup> Comité directeur sur les médias communautaires, ministère de la Culture et des Communications du Québec. *Les médias communautaires au Québec. État de la problématique*, 2005, p. 22.

<sup>4</sup> Solidarité rurale Abitibi-Témiscamingue. Bulletin de liaison Le Trotteur, volume 3, numéro 2, mai 2000.



#### 1.2.4 La téléphonie

L'amélioration du réseau téléphonique permettra, au cours des années 1990, de rendre accessibles à la population de l'Abitibi-Témiscamingue des moyens de communication modernes et performants<sup>5</sup>. Rappelons qu'au cours des années 1980, des campagnes de pression des intervenants socioéconomiques de la région ont été faites auprès de Télébec afin d'obtenir une même qualité de service qu'ailleurs au Québec.

### 1.3 Le début des années 2000

Radio Nord a connu le plus long conflit de travail de son histoire à partir du 25 octobre 2002. La grève se termine en juillet 2004, après plus de 20 mois. Aujourd'hui, Radio Nord Communications compte sur la contribution quotidienne de quelque 220 employés dans l'ensemble de son réseau, qui couvre également l'Outaouais. Une nouvelle programmation a été mise en place.

Quant à la station CFVS, elle diffuse également un minimum de production locale par semaine, comme l'indiquent ses engagements envers le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). La télévision de Radio-Canada a pour sa part rendu disponible pour la région un journaliste qui fait également office de caméraman dans la réalisation de ses reportages. Au Témiscamingue, Télé V-M, créée en 1996, cessait ses opérations en 2004, faute de moyens financiers suffisants.

Les services de téléphonie cellulaire ont poursuivi le développement de leur clientèle à travers la région. En matière de téléphonie, Télébec est le principal fournisseur desservant l'Abitibi-Témiscamingue, exception faite de la ville de Témiscaming qui reçoit les services de Bell Canada. Les entreprises téléphoniques axées sur les communications par satellites ou par câbles haute vitesse ont profité d'avancées technologiques pour s'implanter graduellement dans la région. Quant à l'accès à Internet, de gros efforts ont été consentis au cours des dernières années afin d'assurer à la région une desserte de qualité. Plusieurs institutions publiques ont d'ailleurs fait front commun pour développer partout le réseau de télécommunication à haute vitesse, communément appelé « réseau à large bande passante ».

Du côté des journaux, on a vu apparaître quelques nouveaux médias. La défunte revue *Convergence*, produite pour le compte de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, a alimenté quelques années un certain lectorat. Elle fut remplacée par *Info-Campus*. Le magazine *La Dépêche* est arrivé en 1997.

Le Webdiffuseur est quant à lui venu contribuer à la diffusion de la connaissance par la livraison quotidienne d'informations sur Internet. Cela fait désormais cinq ans que le premier quotidien électronique de l'Abitibi-Témiscamingue a été mis en ligne. Il s'agit là d'une initiative privée qui compte aujourd'hui une bonne fréquentation et qui maintient fidèlement en ligne un volume appréciable d'informations.

On doit noter la disparition récente du journal local *Le Courrier de Malartic*. Enfin, il ne faut pas oublier la naissance d'une nouvelle radio relevant de la communauté algonquine du Lac Simon qui dessert désormais les secteurs de Val-d'Or et de Rouyn-Noranda. Un réseau d'une soixantaine de journaux communautaires et de quelques télévisions communautaires joue également un rôle important dans la région. Ce réseau permet la circulation d'une information qui touche la population au plan local.

Parmi les tendances observées au fil du temps, on peut retenir que les radios autochtones élargissent depuis quelques années leur desserte. L'accroissement de leur couverture à un plus grand territoire fait d'ailleurs partie d'un objectif connu et véhiculé. La tendance est également au développement de médias spécialisés. L'ouverture d'une radio à caractère religieux, CHIC-FM à Rouyn-Noranda, en est un exemple. Les efforts déployés pour l'implantation de nouvelles radios, comme c'est le cas du côté d'Amos et de La Sarre, permettent pour leur part de rappeler les préoccupations des milieux face à des besoins d'information locale. Enfin, l'implantation d'outils simples liés aux nouvelles technologies pour véhiculer des messages, comme les blogues<sup>6</sup> ou la balladodiffusion<sup>7</sup>, révèle une avenue porteuse de changements qu'il y aura lieu de suivre de près.

<sup>5</sup> Comité directeur sur les médias communautaires, ministère de la Culture et des Communications du Québec. *Les médias communautaires au Québec. État de la problématique*, 2005.

<sup>6</sup> Blogue : journal personnel en ligne permettant de participer à des débats.

<sup>7</sup> Information sonore téléchargeable sur un baladeur.

## 2. Les médias

### 2.1 La télévision

Dans la région, trois stations de télévision donnent accès aux grands réseaux québécois que sont TVA, Radio-Canada et TQS. Deux d'entre elles appartiennent à Radio Nord Communications (TVA et TQS). Elles sont situées à Rouyn-Noranda et à Val-d'Or. Radio-Canada est pour sa part une télévision publique mais la diffusion de sa programmation passe par une entreprise privée, à savoir Radio Nord Communications. Enfin, Télé-Québec est également une télévision publique active en Abitibi-Témiscamingue par le biais de son centre de production, localisé à Val-d'Or. La production régionale y est toutefois très limitée. La population de l'Abitibi-Témiscamingue a également accès à la télévision communautaire par le biais de Cablevision du Nord de Québec et de stations indépendantes.

Cablevision du Nord de Québec fut la première entreprise de câblodistribution au Québec à mettre sur le marché la télévision numérique. Grâce au service Fleximo, l'entreprise peut ainsi rejoindre une partie de la population de la région. Plus de 230 canaux de télévision sont offerts, dont certains sont spécialisés (cinéma, sports, informations documentaires, etc.). Des forfaits personnalisés sont aussi disponibles. Fleximo permet également l'accès à 7 canaux de télévision à haute définition. Depuis le printemps 2005, tous les abonnés numériques de Cablevision captent les trois stations de Radio Nord Communications, ce qui leur permet d'écouter les informations régionales. Cela n'était pas possible auparavant. Enfin, Bell ExpressVu offre également dans la région un service de télévision par satellite. Sa grille de programmation regroupe différents canaux et des forfaits permettent de personnaliser les achats. Par le biais de TVA (CFEM), l'entreprise diffuse des informations régionales à partir d'une antenne parabolique. Ajoutons que la compagnie Star Choice dessert également d'une certaine clientèle dans la région.

Il est désormais possible de retransmettre en temps réel des événements en direct partout au Québec à partir de la région. Par exemple, Cablevision du Nord de Québec peut le faire grâce à des équipements (fibre optique) de Télébec. Radio-Canada est pour sa part propriétaire d'un équipement lui permettant d'obtenir un lien satellite grâce à une antenne localisée dans l'édifice de Radio Nord Communications à Rouyn-Noranda. Internet permet également au journaliste de Radio-Canada de transmettre en direct ses reportages au profit des grands centres. Pour sa part, Radio Nord souhaite améliorer son service radio et télé grâce aux nouvelles technologies. L'entreprise entend donc se doter d'outils performants en investissant en trois ans 3 M\$ dans la région, dont 2,5 M\$ en équipements. Cela lui permettra de se doter de liens de communication plus performants<sup>8</sup>.

#### 2.1.1 Radio Nord Communications

Depuis septembre 2002, Radio Nord Communications a augmenté sa couverture journalistique sur l'ensemble du territoire en ajoutant des ressources à Amos et à La Sarre. L'actualité est désormais couverte par deux journalistes à temps plein et un à temps partiel. L'entreprise a instauré la formule des journalistes-vidéastes<sup>9</sup>, question de flexibilité. Le temps d'antenne consacré aux nouvelles et aux émissions d'affaires publiques a également été augmenté. Pour la station CFEM TV de Rouyn-Noranda, il est de 22 minutes pour le bulletin de nouvelles locales du début de soirée. Une nouvelle émission hebdomadaire, intitulée « La vie en Abitibi-Témiscamingue », couvre pendant 15 minutes la vie socio-communautaire de la région. Cette émission est diffusée à 13 h 30 les vendredis après-midi. Le bulletin quotidien d'information de Radio-Canada se poursuit; d'une durée d'environ 30 minutes, il est diffusé cinq soirs par semaine. L'émission « 7 / semaine » est une émission d'affaires publiques qui a pris l'affiche à compter de l'automne 2002 (durée : une trentaine de minutes). CFEM à Val-d'Or offre par ailleurs un bulletin de nouvelles régionales sur l'heure du dîner. Sa durée est de 12 minutes et il est présenté du lundi au vendredi. L'entreprise produit au total quelque 8 heures d'émissions par semaine.

<sup>8</sup> Conférence de Raynald Brière, Radio-Nord Communications, 15 mars 2006, Hôtel des Gouverneurs de Rouyn-Noranda.

<sup>9</sup> Journalistes qui sont à la fois devant et derrière la caméra.

### **2.1.2 Radio-Canada**

Un journaliste-vidéaste pour la télévision de Radio-Canada est en poste en Abitibi-Témiscamingue depuis déjà quelques années. Ses affectations proviennent du national, directement du chef d'antenne des bulletins de nouvelles télévisées du Téléjournal, du Point ou de RDI.

### **2.1.3 Télé-Québec**

Chaque année, Télé-Québec contribue à la diffusion d'émissions de connaissance et de réflexion sur notre société. Par son biais, la création et la diffusion d'émissions éducatives et de divertissement ainsi que de documentaires laissent leurs marques. Au cours des 25 dernières années, Télé-Québec a donné à différents pigistes de la région l'occasion de réaliser des contrats et de prendre de l'expérience. Présentement, l'émission Méchant contraste est produite par la société d'État. À chaque semaine, de courts reportages sont produits dans la région et diffusés à travers le réseau. Il faut également souligner la participation de l'équipe de production régionale à l'émission culturelle Les pulsars, sans oublier la réalisation de courtes capsules diffusées ici et là dans la grille horaire de Télé-Québec.

Au printemps 2005, un groupe de travail chargé de l'examen de Télé-Québec remettait à la ministre de la Culture et des Communications du Québec, madame Line Beauchamp, un rapport suite à une consultation publique. On y recommandait une amélioration de la programmation de la société d'État. On y insistait également sur de plus grands investissements dans la production régionale. On craignait alors une possible diminution de l'importance du bureau de l'organisme en Abitibi-Témiscamingue.

La ministre vient de rendre publiques les grandes lignes de modernisation de la société d'État. Elle a réaffirmé l'importance et la contribution de la télévision publique dans la promotion et le rayonnement de la culture québécoise, elle a insisté sur la nécessité de moderniser cette société et de lui donner les moyens d'assurer sa pérennité. Selon la ministre, Télé-Québec doit se recentrer sur sa mission principale, à savoir les activités de programmation. La ministre a également indiqué que de façon à continuer à participer au développement du talent et de la production partout dans la province, Télé-Québec doit maintenir ses services de production dans les régions.

### **2.1.4 Statistiques principales des stations de télévision privées commerciales**

Selon des informations produites par l'Institut de la statistique du Québec, les recettes d'exploitation de trois stations de télévision privées commerciales de l'Abitibi-Témiscamingue s'établissent à près de 7,7 M\$ en 2003. La vente de temps d'antenne local est responsable de près de 2,1 M\$. Pour leur part, les dépenses d'exploitation totalisent 7,4 M\$. Les dépenses d'émission, la vente et la promotion ainsi que l'administration et les frais généraux figurent parmi les postes les plus importants des dépenses. Les rémunérations et avantages sociaux s'élèvent dans la région à environ 2,5 M\$ et une trentaine de personnes sont à l'emploi des stations de télévision privées commerciales de l'Abitibi-Témiscamingue.

**Tableau 1**  
**Statistiques principales, stations de télévision privées commerciales, Abitibi-Témiscamingue et Québec, 2001-2003**

	Unité	Abitibi-Témiscamingue			Québec
		2001	2002	2003	2003
Unités déclarantes	n	3	3	3	26
Recettes d'exploitation	\$	8 141 606	8 261 564	7 699 236	490 924 279
Vente de temps d'antenne	\$	x	7 771 492	x	398 182 944
Temps d'antenne local	\$	2 492 963	2 502 856	2 093 355	93 523 866
Temps d'antenne national et réseau	\$	x	5 268 636	x	299 097 464
Production, droits de diffusion et autres	\$	x	490 072	x	92 741 335
Dépenses d'exploitation	\$	7 213 842	8 128 425	7 403 094	438 956 373
Dépenses d'émission	\$	2 700 620	3 113 604	1 978 700	256 328 258
Services techniques	\$	747 674	760 361	692 624	15 077 970
Vente et promotion	\$	970 109	971 884	1 122 495	54 530 029
Administration et frais généraux	\$	2 312 739	2 690 539	3 020 085	87 041 147
Amortissement	\$	331 036	440 745	457 572	20 332 436
Intérêts versés	\$	151 664	151 292	131 618	5 646 533
Recettes d'exploitation nettes	\$	927 764	133 139	296 142	51 967 906
Autres redressements-revenus (dépenses)	\$	-	363 170	212 217	-10 647 268
Rémunération et avantages sociaux	\$	3 291 260	3 663 406	2 494 952	142 817 226
Nombre d'employés (moyenne hebdomadaire)	n	65	71	31	2 120

Les unités déclarantes comprennent CFEM, CFVS et CKRN.

Source : Statistique Canada, Radiodiffusion et télécommunication (56-001-XIF), 2004.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, juillet 2005.

### 2.1.5 Télévision communautaire

La population régionale comble un certain vide au niveau des émissions d'affaires culturelles, publiques, générales et associatives en regardant les chaînes de télévisions communautaires<sup>10</sup>. Ces télévisions, au nombre de six en Abitibi-Témiscamingue, ont cependant difficilement accès aux recettes publicitaires. Le ministère de la Culture et des Communications subventionne trois d'entre elles par le biais d'un de ses programmes d'aide. Il s'agit des télévisions communautaires d'Amos, de Notre-Dame-du-Nord et de Témiscaming. Bien que produisant des émissions locales, elles collaborent à la télévision communautaire régionale grâce à des ententes avec Cablevision du Nord de Québec. Les autres, c'est-à-dire celles de Macamic, de Rouyn-Noranda et de Val-d'Or, appartiennent au câblodistributeur. Elles reçoivent de ce dernier un support pour desservir l'ensemble de sa clientèle régionale par les émissions qu'elles diffusent.

Rappelons que Cablevision du Nord de Québec a réduit, à l'automne 2005, ses équipes. L'entreprise s'est toutefois ouverte à la production d'émissions locales diffusées sur les ondes de la télévision communautaire régionale. La programmation demeure par contre distincte à certains moments selon les territoires desservis.

En 2005, Télé Notre-Dame-du-Nord devenait Télévision du Témiscamingue. Elle augmentait le nombre des membres de son conseil d'administration afin d'assurer une meilleure représentation de l'ensemble du territoire témiscamien. Elle couvre maintenant les deux tiers de ce territoire et rejoint environ 10 000 personnes localisées au nord de la ville de Témiscaming. Elle rediffuse généralement les rencontres ou événements qu'elle couvre de façon intégrale. La télévision communautaire de Témiscaming dessert quant à elle la population de la ville du même nom.

<sup>10</sup> Les télévisions communautaires sont des sociétés sans but lucratif, incorporées selon une charte provinciale ou fédérale qui stipule que l'activité première de la société est de produire des émissions de télévision communautaire ou d'exploiter un canal de télévision communautaire qui reflète la communauté qu'elles représentent. Les membres du conseil doivent être issus de la communauté locale et la société doit tenir une réunion annuelle à laquelle tous les membres sont invités à participer et à voter. Source : Comité directeur sur les médias communautaires, ministère de la Culture et des Communications du Québec. *Les médias communautaires au Québec. État de la problématique*, 2005.

## 2.2 La radio

Le milieu radiophonique de l'Abitibi-Témiscamingue compte 13 stations de radio en 2006. Six ont un caractère privé, une radio est publique, une autre est de nature communautaire et cinq sont des stations de radio autochtones. Sur le marché québécois, les stations du groupe Astral obtiennent 46 % des heures d'écoute en 2004<sup>11</sup>. Cette première position est également notée dans la région. Par la suite, la faveur va à Radio Nord Communications, puis à Radio-Canada.

### 2.2.1 Astral

CJMM-FM et CJMV-FM ont été fondées en 1988 et sont des propriétés privées du Groupe Radio Astral inc. Les deux radios, situées à Rouyn-Noranda et à Val-d'Or, rejoignent la majorité des auditrices et auditeurs de la région (environ 72 000 personnes). L'âge moyen de l'auditoire est de 36 ans. Une dizaine d'animatrices et d'animateurs y travaillent<sup>12</sup> et chaque station possède un journaliste. Tous les employés sont permanents. En tout, ces radios réalisent 9 heures 30 minutes de production locale et régionale par jour. CJMM possède une antenne à Rouyn-Noranda avec un réémetteur à La Sarre. Elle dessert également une bonne partie du Témiscamingue ainsi que Notre-Dame-Nord, comme la plupart des autres radios commerciales. CJMV rayonne sur le reste de l'Abitibi avec une antenne au Mont Vidéo qui émet sur un rayon de 100 kilomètres.

### 2.2.2 Radio-Canada

La Première chaîne de Radio-Canada (CHLM-FM) est une station de radio à caractère public. Elle compte une dizaine de ressources permanentes<sup>13</sup> dont un journaliste à Val-d'Or qui dispose d'un studio pour mener à bien ses reportages. Deux ou trois employés s'ajoutent de façon temporaire à l'équipe. Ce sont quatre journalistes qui s'activent chaque jour de la semaine dans la salle des nouvelles située à Rouyn-Noranda. Ils produisent une dizaine de bulletins de nouvelles régionales par jour auxquels s'ajoutent les émissions *Pour tout l'or du monde* et *Premières Loges*. Trente heures d'émissions sont produites chaque semaine en direct de Rouyn-Noranda. Actuellement, aucun contenu régional n'est diffusé pendant la fin de semaine. Radio-Canada a amélioré son signal partout dans la région, mais certains endroits de la MRC d'Abitibi-Ouest éprouvent encore des problèmes de réception. Radio-Canada rejoint également les auditeurs au Témiscamingue depuis l'installation d'une antenne en 2004. Quelques reportages sont également entendus sur les ondes nationales lors du branchement au réseau à 13 heures.

### 2.2.3 Radio Nord Communications

Avec Couleur FM<sup>14</sup>, qui diffuse à partir de Rouyn-Noranda, et GO-FM, qui opère à partir de Val-d'Or, les radios de Radio Nord Communications couvrent les MRC d'Abitibi, d'Abitibi-Ouest et de la Vallée-de-l'Or ainsi que le territoire de Rouyn-Noranda. Ces radios sont axées principalement sur la diffusion de musique de détente (production régionale 24 heures sur 24). Six animateurs permanents et un journaliste y sont à l'œuvre, une personne y fait la programmation et six individus sont rattachés aux ventes. Chacune de ces deux stations compte sur un émetteur d'une puissance individuelle de 100 000 watts.

### 2.2.4 CKVM

Depuis le début des années 1950, la station de radio CKVM dessert l'ensemble du Témiscamingue et un bassin d'auditeurs du côté du Nord-Est ontarien par le biais d'un réémetteur localisé à Témiscaming. L'entreprise, établie à Ville-Marie, a connu plusieurs périodes difficiles sur le plan financier au fil du temps<sup>15</sup>, mais elle a su demeurer l'une des rares opérant sur une base indépendante à l'échelle du

<sup>11</sup> Comité directeur sur les médias communautaires, ministère de la Culture et des communications du Québec. *Les médias communautaires au Québec. État de la problématique*, 2005. Page 22.

<sup>12</sup> Compilation de l'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue lors du colloque sur le journalisme en Abitibi-Témiscamingue, automne 2003.

<sup>13</sup> Idem.

<sup>14</sup> Couleur FM est l'appellation donnée par Radio Nord Communications à la station CHOA-FM. Pour la musique, cette station était affiliée depuis le milieu des années 1990 à « Rock Détente ». Lorsque Astral lui a retiré cette franchise, Radio Nord a monté un nouveau catalogue musical sous la signature « Couleur FM ».

<sup>15</sup> Riopel, Marc. La fondation de Radio-Témiscamingue, CKVM-AM 710, octobre 2002.

Québec. La formule développée fait en sorte qu'elle se positionne comme une radio communautaire. En 2004, cette radio a été convertie au FM et a amélioré sa desserte ainsi que sa qualité sonore.

### 2.2.5 CHIC

Une radio privée, à caractère religieux, diffuse en français à partir de Rouyn-Noranda. Il s'agit de CHIC-FM (88,7). Ses émissions couvrent un rayon de 20 km autour de la ville.

### 2.2.6 Statistiques principales des stations privées commerciales

Les recettes d'exploitation de cinq radio privées commerciales de l'Abitibi-Témiscamingue s'établissent à près de 5 M\$ en 2003. La vente de temps d'antenne en est très majoritairement responsable. De ce total, la vente de temps d'antenne local représente pas loin de 4 M\$. Pour leur part, les dépenses d'exploitation s'élèvent à plus de 5 M\$. Les dépenses d'émission, la vente et la promotion ainsi que l'administration et les frais généraux figurent parmi les postes les plus importants. Pour l'année 2003, trois des cinq stations de radio déclarent un profit. Les rémunérations et avantages sociaux s'élèvent dans la région à plus de 2 M\$ et une cinquantaine d'employés sont à l'emploi des cinq stations de radio privées commerciales de l'Abitibi-Témiscamingue.

**Tableau 2**  
**Statistiques principales, stations de radio privées commerciales, Abitibi-Témiscamingue et Québec, 2001-2003**

	Unité	Abitibi-Témiscamingue			Québec
		2001	2002	2003	2003
Unités déclarantes	n	5	5	5	93
Recettes d'exploitation	\$	4 615 935	4 724 243	4 979 713	240 070 152
Vente de temps d'antenne	\$	x	4 677 947	4 972 357	229 942 157
Temps d'antenne local	\$	3 520 996	3 625 168	3 903 375	169 895 418
Temps d'antenne national et réseau	\$	x	1 052 779	1 068 982	60 046 739
Production et autres	\$	x	46 296	7 356	10 127 995
Dépenses d'exploitation	\$	5 189 785	4 799 599	5 043 314	210 019 040
Dépenses d'émission	\$	1 658 826	1 565 688	1 493 833	73 921 926
Services techniques	\$	231 904	231 463	204 952	6 163 805
Vente et promotion	\$	1 290 240	1 211 746	1 185 821	54 218 709
Administration et frais généraux	\$	1 676 241	1 608 746	1 835 218	59 583 999
Amortissement	\$	287 770	133 701	281 781	6 951 862
Intérêts versés	\$	44 804	48 255	41 709	9 178 739
Rémunération et avantages sociaux	\$	2 487 968	2 728 725	2 341 865	99 607 007
Nombre d'employés (moyenne hebdomadaire)	n	65	59	54	1 707

Source : Statistique Canada, Radiodiffusion et télécommunication (56-001-XIF), 2004.

Compilation : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec, juillet 2005.

### 2.2.7 Les radios communautaires et autochtones

On retrouve en Abitibi-Témiscamingue cinq radios autochtones. Trois d'entre elles proposent une programmation exclusivement destinée à la clientèle locale autochtone. Il s'agit de la radio CKAG de Pikogan, de CHNT dans la communauté de Timiskaming, localisée à Notre-Dame-du-Nord, et de CFWR dans la communauté anglophone de Winneway. CKAG s'adresse à une communauté de quelque 800 personnes et diffuse en algonquin ainsi qu'en français. CHNT dessert un bassin de population d'environ 1 500 Algonquins dans leur langue maternelle ainsi qu'en anglais. CFWR couvre environ 700 individus parlant l'algonquin ou l'anglais.

La radio du Lac Simon, CHUT-FM, diffusait depuis 1979 uniquement dans cette communauté d'environ 1 400 habitants. Depuis 2003, le nombre d'heures de diffusion a augmenté à 168 heures par semaine. Cette radio rejoint, depuis mai 2001, un bassin de population très large, englobant désormais la MRC de La

Vallée-de-l'Or. Depuis 2004, le territoire de Rouyn-Noranda est également couvert par CHUN-FM. Ces deux radios diffusent leurs émissions en français et en algonquin.

Outre les radios autochtones, il n'existe qu'une seule radio communautaire<sup>16</sup> en Abitibi-Témiscamingue. Il s'agit de CIBO-FM de Senneterre, fondée en 1981. La radio compte quatre permanents dont un journaliste. La programmation est essentiellement constituée de musique contemporaine. Le soir et les fins de semaine laissent place à un style plus varié: country, classique, rétro populaire. La radio offre sept bulletins d'information par jour, du lundi au vendredi. Elle dessert les secteurs de Senneterre, Obaska, Barraute, Val-Senneville et Belcourt. Les six blocs d'informations sont diffusés par les animatrices et les animateurs. Cette radio reçoit du financement provenant du ministère de la Culture et des Communications du Québec.

Des promoteurs de la MRC d'Abitibi tentaient jusqu'à tout récemment de mettre sur pied une nouvelle radio, nommée *Radio Boréale*. Leurs tentatives n'ont pas, à ce jour, débouché sur l'implantation d'une radio communautaire sur ce territoire. Un premier sondage réalisé à l'hiver 2006 auprès de la communauté s'est avéré encourageant, si bien que les promoteurs poursuivent leurs démarches. La communauté algonquine de Pikogan tente également d'étendre ses activités radiophoniques. Un projet est également sur la planche de travail du côté de La Sarre. Rappelons que pendant longtemps, CKLS-AM a desservi le territoire, donnant ainsi vie au milieu. Ce dernier s'est senti abandonné par Radio Nord Communications lors de son passage au FM.

## **2.3 La presse écrite**

### **2.3.1 La presse régionale**

L'Abitibi-Témiscamingue compte aujourd'hui huit hebdomadaires; l'un d'entre eux, *Le Contact*, a une édition bilingue. Parmi ces hebdomadaires, cinq sont distribués gratuitement et trois sont vendus. Depuis plusieurs années, le marché régional des hebdomadaires est monopolisé par le Groupe Quebecor; cinq hebdomadaires lui appartiennent actuellement. Le tirage cumulatif des hebdomadaires est, pour l'année 2005, de 92 767 copies en français et de 1 000 copies en français et en anglais, ce qui fait un tirage total de 93 767 copies. En comparaison, neuf hebdomadaires circulaient dans la région en 1993 et produisaient un tirage total de 77 006 copies. C'est donc dire que la région a vu les tirages croître dans une proportion de 22 % au cours de cette période. Ainsi, le tirage par 1 000 habitants est passé de 497 à 646 en douze ans.

Depuis peu, la bibliothèque du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue et de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue rend disponible via Internet l'accès aux informations publiées dans les journaux de la région. Désormais, le public peut consulter les archives régionales informatisées provenant de la presse écrite de la région (*Le Citoyen*, *l'Écho*, *La Frontière* et *Le Reflet*).

### **2.3.2 La presse nationale**

Pour ce qui est de la presse nationale, on trouve moins de fidèles lecteurs par ici qu'ailleurs au Québec. Les gens de l'Abitibi-Témiscamingue figurent parmi ceux qui achètent et lisent le moins de quotidiens au Québec. Le fait que la presse nationale ne soit disponible dans la région qu'à la mi-journée influence cet état de fait. Le quotidien le plus populaire dans la région est de loin le *Journal de Montréal*. Il s'en vend en semaine 4 500 copies par jour contre 1 000 copies pour *La Presse* et un mince 150 pour *Le Devoir*. Le samedi, *La Presse* vient rivaliser avec le *Journal de Montréal* (4 000 copies contre 5 000). On note par ailleurs une baisse de 500 copies pour chacun de ces deux journaux pour l'édition du samedi depuis 2003.

---

<sup>16</sup> Une radio communautaire est possédée et contrôlée par un organisme sans but lucratif dont la structure permet aux membres de la collectivité en général d'y adhérer et de participer à sa gestion, à son exploitation et à sa programmation. Cette dernière doit refléter la diversité du marché que la station est autorisée à desservir. Source : Comité directeur sur les médias communautaires, ministère de la Culture et des Communications du Québec. *Les médias communautaires au Québec. État de la problématique*, 2005.

**Tableau 3**  
**Tirage des quotidiens en Abitibi-Témiscamingue, copies, 2003**

	En semaine	Samedi	Dimanche
Le Devoir	150	340	
La Presse	1 000	4 500	800
Le Journal de Montréal	4 500	5 000	3 500

Note : le pourcentage de copies non-vendues était inférieur à 15 % en 2003.

Source : Michel Cotnoir, distributeur.

### 2.3.3 Les magazines et autres médias

Depuis 1997, la région dispose du magazine *La Dépêche*, magazine d'information régionale dont le tirage est de 2 500 exemplaires. Un site Internet complète l'information qui y est véhiculée. D'un point de vue culturel, le fanzine *Consigne* traite des arts et de la poésie. Il est distribué à quelque 300 exemplaires par publication. Les jeunes de Rouyn-Noranda ont à nouveau accès au journal *Le Précoce*, ce qui leur permet de lire ou de s'exprimer sur différents sujets les intéressant. Ce journal avait dû cesser ses activités au printemps 2005, faute de financement. En tout, neuf publications avaient débouché sur la mise en circulation de quelque 7 800 exemplaires. Au total, une centaine de jeunes bénévoles avaient contribué à sa réalisation<sup>17</sup>. Enfin, le magazine *Info-Campus* rejoint la clientèle universitaire de la région.

La région profite également de diverses sources d'informations sur Internet dont, entre autres, Zoom Abitibi, le Webdiffuseur, Radio-Canada, Cablevision du Nord, les hebdomas de Quebecor (*Le Citoyen*, *La Frontière*, les *Échos Abitibiens*) ou encore le Portail Affaires Abitibi-Témiscamingue.

### 2.3.4 Les journaux communautaires

Les journaux communautaires<sup>18</sup> sont parmi les médias les plus près du citoyen, surtout en milieu rural. Par ce moyen, la population peut s'approprier l'information ou l'agenda local et bénéficier d'un reflet de son propre milieu et de sa propre culture. Une étude menée pour le compte de l'Association des médias écrits communautaires du Québec (AMECQ) met clairement en évidence le haut degré de lecture et de satisfaction du lectorat face aux journaux communautaires. L'étude démontre aussi qu'en moyenne, le journal communautaire est lu dans 76 % des foyers où il pénètre. Ce pourcentage atteint même 95 % dans des petites communautés. Le lecteur consacre 28 minutes à la lecture de son journal communautaire et près de six personnes sur dix le lisent plus d'une fois. Les sujets les plus appréciés sont l'actualité municipale (nouvelles du conseil), les activités des organismes communautaires et les entrevues avec des personnalités du milieu. Ces éléments permettent de mettre de l'avant l'effet stimulant des journaux communautaires quant à la participation citoyenne et à la mobilisation.

La région de l'Abitibi-Témiscamingue compte aujourd'hui une soixantaine de journaux communautaires circulant majoritairement dans les petites localités. Ensemble, ces journaux desservent une population de 50 870 personnes de tous les âges, soit une part de 35 % de la population régionale. La très grande majorité réside en milieu rural. Au Témiscamingue et en Abitibi-Ouest, plus de la moitié de la population a accès à un journal communautaire local. Cette part est pratiquement de 50 % dans la MRC d'Abitibi. Les journaux communautaires de Rouyn-Noranda rejoignent presque le tiers des gens résidant sur ce territoire. La Vallée-de-l'Or semble être le territoire le moins bien outillé car seuls les habitants de Rivière-Héva et de Senneterre paroisse ont accès à un tel média. Notons toutefois qu'un nouvel hebdomadaire sera disponible en mai 2006 du côté de Malartic.

<sup>17</sup> *Le Citoyen*, 26 février 2006.

<sup>18</sup> Les médias écrits communautaires ne font l'objet d'aucune réglementation d'un organisme gouvernemental fédéral ou provincial. Cependant, l'Association des médias écrits communautaires du Québec définit les médias écrits communautaires comme suit. Publication éditée par un organisme à but non lucratif ou une coopérative de solidarité, de propriété collective, de gestion démocratique, incorporé et possédant une charte autonome démontrant que sa fonction principale est d'éditer un journal ou un magazine diffusant principalement de l'information locale ou régionale sur un territoire délimité géographiquement ou au sein d'une communauté culturelle. Les médias écrits communautaires sont caractérisés par des organisations relativement petites, comparativement aux radios ou aux télévisions communautaires. Ils sont marqués par une forte implication de bénévoles. Ils requièrent peu d'équipement lourd et coûteux, contrairement aux radios et télévisions communautaires. Source : Comité directeur sur les médias communautaires, ministère de la Culture et des Communications du Québec. *Les médias communautaires au Québec. État de la problématique*, 2005.



**Tableau 4**  
**Population desservie par un journal communautaire, Abitibi-Témiscamingue, 2005**

	Municipalités ayant un journal communautaire	Population totale estimée pour 2004	Part de la population desservie parmi la population du territoire
Abitibi	Berry, Barraute, Guyenne, La Corne, La Motte, Landrienne, Launay, Preissac, Rochebaucourt avec La Morandière, Champneuf et Despinassy, St-Félix-de-Dalquier, St-Marc-de-Figuery, St-Mathieu-d'Harricana, Saint-Dominique-du-Rosaire, Trécesson et Sainte-Gertrude-Manneville	11 121	46 %
Abitibi-Ouest	Chazel, Duparquet, Gallichan, Macamic, Normétal, Palmarolle, Poularies, Rapide-Danseur, Roquemaure, Ste-Germaine-Boulé, Taschereau, Dupuy, Languedoc, La Reine, Val-Saint-Gilles	11 754	55 %
Rouyn-Noranda (quartiers)	Arntfield, Beaudry, Bellecombe, Cadillac, Cléricky, Cloutier, D'Alembert, Destor, Évain, Rollet, McWatters, Montbeillard, Mont-Brun	12 597	32 %
Témiscamingue	Angliers, Fabre, Guérin, Latulipe, Lorrainville, Moffet, Nédélec, Notre-Dame-du-Nord, St-Bruno-de-Guigues, St-Eugène-de-Guigues, Rémigny, Ville-Marie, Témiscaming, Fugèreville, La Force	12 994	74 %
Vallée-de-l'Or	Rivière-Héva, Senneterre paroisse	2 404	6 %
Région	Total : 60	50 870	35 %

Sources : Solidarité rurale Abitibi-Témiscamingue, liste mise à jour en septembre 2005. Institut de la statistique du Québec, population estimée pour 2004. Statistique Canada, recensement de 2001 pour la population de Beaudry.

Le Trotteur, qui est un bulletin régional traitant essentiellement des enjeux de la ruralité, est publié par Solidarité rurale Abitibi-Témiscamingue. Un espace spécifique à la revue de presse communautaire rurale est réservé à chaque parution. L'organisme dispense à l'occasion des formations s'adressant aux bénévoles des journaux communautaires locaux, question de se ressourcer et de partager des façons de faire. Le Trotteur paraît aux deux mois et il est produit à environ 1 400 exemplaires. Sa distribution se fait tant par la poste que par voie électronique. Il est entre autres distribué aux membres de l'organisme, aux agents de développement rural, aux médias régionaux et aux professionnels de l'information ainsi qu'à l'ensemble des élus municipaux.

Selon le portrait de 53 journaux communautaires dressé en 1999 par Solidarité rurale Abitibi-Témiscamingue, 47 % furent fondés dans les années 1990, 32 % dans les années 1980 et 19 % dans les années 1970 ou avant. On calculait à ce moment qu'au total 57 211 personnes étaient desservies par ces journaux soit près de 40 % de la population de l'ensemble de la région. Le tirage cumulatif des journaux communautaires s'élevait en 1999 à 21 282 exemplaires. Près de la moitié de ces journaux (45 %) appartenaient à la municipalité alors que 40 % dépendaient de divers comités. La plupart des médias communautaires résultent du travail de bénévoles. Dans 85 % des cas, une femme était responsable du journal. Les deux tiers des journaux paraissent mensuellement. Les sources de financement privilégiées provenaient majoritairement de la municipalité (42 %). La publicité garantissait une part de 30 % des revenus alors que les dons comptaient pour une proportion de 20 %.

En 2005, sept journaux communautaires de la région reçoivent des subventions gouvernementales, principalement en regard de l'aide à l'emploi ou encore de l'aide à l'achat d'équipements. Ce soutien financier provient du ministère de la Culture et des Communications du Québec par le biais du programme d'aide aux médias communautaires.

## 2.4 Les journalistes

Une quarantaine de journalistes oeuvraient dans les médias autres que communautaires de l'Abitibi-Témiscamingue en 2003. L'Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, dans le cadre d'un Forum sur

l'information, avait concocté pour l'occasion un sondage auprès des journalistes<sup>19</sup> de la région. Le sondage montrait que, même si cette tendance s'atténue, le journalisme est encore un métier d'hommes dans la région. Les deux tiers de nos journalistes étaient de sexe masculin. La moyenne d'âge était de 36 ans. Les deux tiers des journalistes étaient originaires d'ici.

Toujours en 2003, les journalistes de l'Abitibi-Témiscamingue possédaient en moyenne 11 années d'expérience en journalisme. Toutefois, on comptait autant de journalistes ayant moins de 8 années d'expérience qu'on en comptait en ayant plus. La très grande majorité (80 %) avait reçu une formation en journalisme. Parmi ceux-ci, 61 % avaient un DEC en arts et technologie des médias, 30 % un baccalauréat, principalement en communications, et 9 % un certificat en journalisme.

**Tableau 5**  
**Nombre d'années d'expérience, journalistes de l'Abitibi-Témiscamingue, 2003**

Années d'expérience	%
Entre 1 et 5 ans	24,1
Entre 6 et 10 ans	37,9
Entre 11 et 15 ans	13,8
15 ans et plus	24,1
Total	100

Source: Sondage effectué par l'Observatoire, 2003

Quant au salaire qu'ils percevaient, les écarts étaient assez prononcés. En 2003, près du tiers gagnait entre 20 000 \$ et 30 000 \$. Un autre tiers disposait de 30 000\$ à 40 000 \$ annuellement. Le dernier tiers gagnait plus de 40 000 \$ par année. Les hommes touchaient davantage que les femmes; ils étaient deux fois plus nombreux à rapporter plus de 40 000 \$ annuellement. Ils étaient aussi deux fois moins nombreux à gagner moins de 20 000 \$. Cela s'explique entre autres par le fait que les hommes détenaient plus d'années d'expérience que les femmes, soit 12 ans contre 8 ans. La radio était le média qui payait le mieux ses journalistes en 2003, suivi par la télévision puis par la presse écrite.

<sup>19</sup> Les journalistes incluent aussi les directeurs de l'information, chefs de pupitre, journalistes-présentateurs, journalistes sportifs et journalistes-réalisateurs.

### 3. Les habitudes de consommation

#### 3.1 La presse écrite, les revues et les magazines

Le ministère de la Culture et des Communications vient de rendre publique son enquête sur les pratiques culturelles pour l'année 2004<sup>20</sup>. On y constate que l'Abitibi-Témiscamingue se distingue de la moyenne provinciale quant aux habitudes de consommation de presse écrite. Ainsi, une part de 23 % de la population de 15 ans et plus lit un quotidien tous les jours ou presque dans la région alors que cette part se situe à 44 % à l'échelle de la province. Il s'agit pour l'Abitibi-Témiscamingue d'une baisse puisqu'en 1999, ce taux s'établissait à 32 %. Un autre élément à noter est le fait que 37 % des gens de la région ne lisent jamais de quotidiens, soit 10 points de pourcentage de plus que la population de la province. Pour expliquer ces données, rappelons que les quotidiens nationaux n'arrivent de l'extérieur de la région qu'à la mi-journée et qu'aucun quotidien régional n'est produit sur place.

La fréquence de lecture des hebdomadaires régionaux et des journaux de quartier ou communautaires a également fait l'objet d'une attention particulière de la part du ministère de la Culture et des Communications. Les données révèlent que dans la région, 62 % des participants à la recherche lisent un hebdomadaire à chaque semaine ou presque, ce qui surpasse le taux provincial établi à 52 %. En 1999, le taux régional était fixé à 69 %. L'étude indique de plus que les lectrices et lecteurs de la province sont proportionnellement plus nombreux que ceux de l'Abitibi-Témiscamingue à ne jamais lire d'hebdomadaires régionaux, de journaux de quartier ou communautaires (31 % contre 26 %). Toutefois, la proportion de non-lecteurs était de 15 % en 1999.

En ce qui a trait à la fréquence de lecture des revues et des magazines, les taux prévalant pour la région sont similaires à ceux qui sont notés à l'échelle de la province. Dans la région, 28 % des gens en lisent à chaque semaine ou presque, 27 % le font une fois par mois, 17 % le font plus rarement et 28 % ne le font jamais. En Abitibi-Témiscamingue comme au Québec, la lecture de magazines ou de revues d'actualité, de politique et de nouvelles se positionne au premier rang, suivi par les revues ou magazines traitant de mode, de vie au foyer et de décoration.

#### 3.2 L'écoute télé

On estime que la faveur quant à la moyenne des heures d'écoute hebdomadaire par téléspectateur adulte en Abitibi-Témiscamingue va à CFEM. Cette station détient d'ailleurs la majorité des parts de marché parmi les trois principales stations de télévision de la région.

**Tableau 6**  
**Parts de marché réparties sur les trois principales stations et moyenne des heures d'écoute hebdomadaire par téléspectateur adulte, Abitibi-Témiscamingue, automne 2004**

	Moyenne d'heures d'écoute hebdomadaire	Parts de marché		
	Adultes, 18 ans et +	Adultes 18 ans et +	Adultes 18-49 ans	Adultes 25-54 ans
CFEM-TV	12,7	57 %	62 %	61 %
CFVS-TV	7,2	19 %	17 %	18 %
CKRN-TV	7,5	24 %	21 %	22 %

Source : Sondage BBM, automne 2004.

Selon les données du ministère de la Culture et des Communications pour l'année 2004<sup>21</sup>, la plupart des personnes de la région regardent la télévision, en saison ordinaire<sup>22</sup>, entre une et trois heures par jour (47 %), ce qui correspond à une part sensiblement égale à celle prévalant chez la population québécoise (50 %). Par contre, la part de la population regardant plus de cinq heures de télévision par jour est plus importante en Abitibi-Témiscamingue qu'au Québec (19 % contre 11 %).

<sup>20</sup> Ministère de la Culture et des Communications. *La pratique culturelle au Québec en 2004. Recueil statistique*. Octobre 2005. Échantillon pour l'Abitibi-Témiscamingue : 261 personnes de 15 ans et plus.

<sup>21</sup> Idem.

<sup>22</sup> De septembre à mai.

La population de l'Abitibi-Témiscamingue se distingue peu de celle du Québec quant à la fréquence d'écoute des nouvelles et des émissions d'affaires publiques : six personnes sur dix le font régulièrement et plus de deux individus sur dix le font assez souvent. Ces proportions étaient respectivement de 54 % et de 32 % en 1999, ce qui laisse voir une certaine progression dans le temps. Le même phénomène se remarque pour l'écoute des émissions sportives télévisées : ici comme dans l'ensemble de la province, plus de trois personnes sur dix les regardent régulièrement ou assez souvent en 2004. En 1999, le taux régional était similaire. Peu de distinctions entre la région et le Québec sont également observées en ce qui a trait à la fréquence d'écoute régulière ou assez fréquente des miniséries ou d'émissions de variété et de magazines à la télévision pour l'année 2004.

De nos jours, les gens de la région sont plus intéressés que ceux de la province par l'écoute régulière des téléromans à la télévision (23 % contre 17 %) ainsi que par l'écoute assez fréquente de ce type d'émissions (26 % contre 21 %). Enfin, la population de la région se distingue plus favorablement de celle du Québec à l'égard de l'écoute assez fréquente des émissions de jeux et de jeux questionnaires et d'émissions d'humour et de sketches. Par contre, la population du Québec se démarque plus fortement que celle de la région en ce qui a trait à l'écoute assez fréquente des films et de spectacles de théâtre et de danse ou de concerts à la télévision. L'enquête nous permet aussi d'établir que la fréquence de l'écoute de la musique à partir de chaînes de télévision est assez similaire dans la région et en province.

**Tableau 7**  
**Écoute de la télévision, population de 15 ans et plus, Abitibi-Témiscamingue et Québec, 2004**

	Région	Québec
Écoute de la télévision pendant la saison ordinaire		
Moins d'une heure par jour	12 %	18 %
De 1 à 3 heures par jour	47 %	50 %
De 3 à 5 heures par jour	22 %	21 %
Plus de 5 heures par jour	19 %	11 %
Fréquence d'écoute des nouvelles et des émissions d'affaires publiques		
Régulièrement	60 %	60 %
Assez souvent	26 %	24 %
Rarement	11 %	12 %
Jamais	3 %	4 %
Fréquence d'écoute des téléromans		
Régulièrement	23 %	17 %
Assez souvent	26 %	21 %
Rarement	28 %	27,5 %
Jamais	23 %	34,5 %
Fréquence d'écoute des émissions sportives		
Régulièrement	14 %	16 %
Assez souvent	22 %	19 %
Rarement	29 %	27 %
Jamais	35 %	38 %
Fréquence d'écoute des miniséries		
Régulièrement	14 %	13 %
Assez souvent	27 %	25 %
Rarement	37 %	34 %
Jamais	22 %	28 %
Fréquence d'écoute des émissions de jeux et de jeux questionnaires		
Régulièrement	10 %	9 %
Assez souvent	22 %	16 %
Rarement	38 %	30 %
Jamais	29 %	45 %
Fréquence d'écoute des films		
Régulièrement	29 %	29 %
Assez souvent	37 %	42 %
Rarement	25 %	21 %
Jamais	10 %	8 %
Fréquence d'écoute d'émissions d'humour et de sketches		
Régulièrement	19 %	19 %
Assez souvent	38 %	32 %
Rarement	31 %	29 %
Jamais	12 %	20 %
Fréquence d'écoute de spectacles de théâtre et de danse et de concerts		
Régulièrement	6 %	9 %
Assez souvent	9 %	16 %
Rarement	41 %	36 %
Jamais	44 %	39 %
Fréquence d'écoute des émissions de variété et de magazines		
Régulièrement	8,5 %	10 %
Assez souvent	20 %	23 %
Rarement	39 %	35 %
Jamais	32,5 %	32 %
Fréquence d'écoute de la musique à partir de chaînes télévisées		
Souvent	19 %	21 %
Rarement	24 %	24 %
Jamais	58 %	55 %

Saison ordinaire à la télévision : de septembre à mai.

Source : Ministère de la Culture et des Communications. *La pratique culturelle au Québec en 2004. Recueil statistique.* Octobre 2005.  
Échantillon pour l'Abitibi-Témiscamingue : 261 personnes de 15 ans et plus.

### 3.3 L'écoute radio

Les gens d'ici comme ceux de la province ont surtout écouté, durant la saison ordinaire de 2004, moins d'une heure de radio par jour (taux de 45 % dans la région et de 42 % au Québec)<sup>23</sup>. Le deuxième groupe en importance était constitué, dans la région comme au Québec, des gens écoutant entre une et trois heures de radio par jour (30 % ici et 33 % dans la province). On note que les personnes écoutant plus de cinq heures d'émissions radiophoniques par semaine sont en proportion plus importante ici qu'en province (18 % contre 15 %).

Toujours selon le ministère de la Culture et des Communications du Québec, la région ne se distingue pas vraiment de la province en ce qui a trait à la fréquence d'écoute plus particulière de musique à la radio. Par contre, on peut constater un certain recul ici comme au Québec en 2004 par rapport à 1999 de cette pratique. Aujourd'hui, la part des Témiscabitiens qui écoutent souvent de la musique à la radio est inférieure de 18 points de pourcentage à celle qui prévalait cinq ans auparavant (59 % contre 77 %). Au Québec, la régression a été encore plus importante (24 points de pourcentage). En conséquence, la proportion des gens de la région qui n'écoutent jamais de musique par ce média a augmenté au cours de cette période, passant de 10,5 % à 17 %. La hausse a été un peu plus importante à l'échelle de la province.

**Tableau 8**  
**Fréquence d'écoute de la musique à la radio, population de 15 ans et plus,**  
**Abitibi-Témiscamingue et Québec, 1999 et 2004**

	Région	Québec
Souvent		
2004	59 %	58 %
1999	77 %	82 %
Rarement		
2004	24 %	24 %
1999	12,5 %	11 %
Jamais		
2004	17 %	18 %
1999	10,5 %	7 %

Source : Ministère de la Culture et des Communications. *La pratique culturelle au Québec en 2004. Recueil statistique.* Octobre 2005. Échantillon pour l'Abitibi-Témiscamingue : 261 personnes de 15 ans et plus.

Les auditeurs ne sont pas tout à fait fidèles à une station. Ils naviguent en moyenne entre deux fréquences différentes. Globalement, la station la plus écoutée dans la région est CJMM-CJMV, suivie par CHOA, Radio-Canada et GO-FM. CKVM à Ville-Marie rejoint pour sa part plus ou moins 10 000 Témiscamiens et quelques Franco-Ontariens sur une base hebdomadaire.

### 3.4 Internet

Le Programme d'accès communautaire (PAC) d'Industrie Canada offre un accès abordable à Internet à partir d'endroits comme des écoles, des centres communautaires et des bibliothèques. Il est destiné aux gens qui n'ont pas d'ordinateur ni d'accès à Internet chez eux ou au travail. En Abitibi-Témiscamingue, on dénombrait quelque 77 centres en mars 2004. Au Québec, on en comptabilise environ 1 350. Plusieurs des centres de la région se localisent en milieu rural, permettant aux utilisatrices et utilisateurs d'accéder à un ordinateur et aux bénévoles qui assurent une partie du service technique.

Actuellement, les résidents des communautés rurales ne jouissent pas tous d'un service Internet haute vitesse, le câble n'étant pas déployé sur l'ensemble du territoire régional. La desserte par satellite ou par antenne micro-onde permet de couvrir une certaine clientèle. Une coopérative opérant du côté d'Amos est à développer ses services, ce qui devrait contribuer à corriger en partie la situation. En effet, la Coopérative Wi-Fi vise à ouvrir l'accès à Internet à haute vitesse par antennes émettrices. Il suffit de munir un ordinateur d'une coupole réceptrice pour accéder à ses services. L'établissement du réseau large bande viendra bonifier l'offre globale de services à la population de l'Abitibi-Témiscamingue. Enfin, il faut ajouter que Télédistribution Amos offre également une technologie sans fil grâce à l'installation de quatre

<sup>23</sup> Idem.

nouveaux transmetteurs à quiconque habite dans un rayon de 30 km autour d'Amos<sup>24</sup>. Pour sa part, Internet haute vitesse par satellite est également disponible par le biais de l'entreprise Télébec.

### 3.4.1 Dans les ménages

Selon les données fournies par le ministère de la Culture et des Communications du Québec pour l'année 2004<sup>25</sup>, 60 % des ménages de l'Abitibi-Témiscamingue ont un ordinateur, ce qui est similaire au taux provincial (63 %); cette part était de 32 % en 1999 pour l'Abitibi-Témiscamingue. Dans la région, 42,5 % des ménages disposent d'une connexion Internet en 2004 (48 % dans la province). Ce taux était de 16 % en Abitibi-Témiscamingue cinq ans auparavant.

Parmi les personnes navigant sur Internet chez elles, on peut remarquer que la part de la population régionale à le faire fréquemment (11 heures et plus par semaine) est moins importante ici qu'au Québec (15 % contre 21 %). De même, l'utilisation fréquente d'Internet pour lire des journaux ou magazines ou pour suivre l'actualité est moins forte en Abitibi-Témiscamingue qu'au Québec (16 % contre 27 %), tout comme l'utilisation fréquente de cet outil pour télécharger de la musique (6 % contre 14 %) ou pour consulter une encyclopédie ou des ouvrages de référence (17 % contre 29 %). Les données pour 2004 indiquent que 18 % des personnes de 15 ans et plus de la région ayant accès à Internet à domicile n'utilisent jamais cet outil; une proportion de 12 % fait de même au Québec.

### 3.4.2 Tendances canadiennes

Selon la revue Tendances sociales canadiennes<sup>26</sup>, Internet représente, pour la plupart des Canadiens, un moyen de contact avec les autres et un outil pour faire des courses. Ils utilisent cet instrument pour échanger des courriels, chercher de l'information, planifier des voyages, faire des transactions bancaires électroniques, exécuter des tâches liées à l'emploi, etc. Les gouvernements l'utilisent de plus en plus pour déployer leurs services, tout comme les entreprises, ce qui risque de mettre à l'écart les non-utilisateurs de ce type d'outil ou de services. Les plus gros obstacles à l'adoption d'Internet sont le coût, l'accès aux ordinateurs ou à un branchement ainsi que le manque de compétences ou de formation. Le profil des utilisateurs d'Internet au Canada est bien connu. Il s'agit de jeunes personnes, généralement plus scolarisées que celles qui ne s'en servent pas. Elles ont un emploi, un revenu plus élevé et habitent généralement les centres urbains. Le fait de vivre dans une région rurale est un facteur déterminant qui restreint l'utilisation d'Internet, notamment à cause des coûts de fonctionnement élevés et du nombre réduit d'abonnés qui incitent peu les fournisseurs de services à étendre leurs activités. L'accès au câble et les frais d'interurbains sont aussi à considérer. L'absence de service haute vitesse est sans doute également un facteur restreignant l'utilisation d'Internet en milieu rural.

### 3.4.3 Le web municipal

Le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir lançait en septembre 2004, en collaboration avec le Centre francophone d'informatisation des organisations (CEFRIO), une recherche dressant le portrait de l'usage du web dans les municipalités du Québec. On y constate que les sites web sont de plus en plus un outil informationnel, communicationnel et transactionnel et que le milieu municipal y contribue et y participe. L'enquête ayant porté sur 1 089 municipalités au Québec révèle que 393 sites municipaux sont actifs, que 27 municipalités laissent leur site inactif et que 669 municipalités n'en possèdent pas. Elle précise également que plus une municipalité est populeuse, plus il y a de chances qu'elle ait un site web.

Selon cette étude, en 2004, 83 % de la population de la province habite une municipalité desservie par un site Internet municipal. Cette proportion était de 79 % en 2002. Parmi les 1 089 municipalités ayant fait l'objet de l'enquête à l'échelle du Québec, 36 % ont un site web actif. Cette proportion est de 32 % pour l'Abitibi-Témiscamingue, ce qui la place dans une position mitoyenne par rapport à l'ensemble des régions ressources de la province. Dans la région, les municipalités ayant un site web et ayant participé à l'étude sont au nombre de 22. Ce sont les suivantes : Amos, Clerval, Duparquet, Dupuy, La Sarre, Palmarolle,

<sup>24</sup> Le Citoyen Harricana, 25 décembre 2005.

<sup>25</sup> Ministère de la Culture et des Communications. La pratique culturelle au Québec en 2004. Recueil statistique. Octobre 2005. Échantillon pour l'Abitibi-Témiscamingue : 261 personnes de 15 ans et plus.

<sup>26</sup> Crompton, Susan. Internauts autochtones vivant hors réserve. Tendances sociales canadiennes, hiver 2004.

Roquemaure, Taschereau, Rouyn-Noranda, Béarn, Belleterre, Latulipe, Laverlochère, Lorrainville, Notre-Dame-du-Nord, Rémigny, Guigues, Témiscaming, Ville-Marie, Malartic, Senneterre (ville) et Val-d'Or.

**Tableau 9**  
**Part des municipalités du Québec ayant un site web actif selon les régions, 2004**

Région	%	Région	%
Montréal	100 %	Montréal	37 %
Laval	100 %	Abitibi-Témiscamingue	32 %
Nord-du-Québec	80 %	Chaudière-Appalaches	31 %
Saguenay-Lac-St-Jean	53 %	Bas-Saint-Laurent	31 %
Lanaudière	52,5 %	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	30 %
Laurentides	52 %	Centre-du-Québec	29 %
Capitale Nationale	46 %	Estrie	23 %
Côte-Nord	39 %	Mauricie	22,5 %
Outaouais	37 %	<b>Province</b>	<b>36 %</b>

Source : Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et du Centre francophone d'informatisation des organisations. Le web municipal au Québec, portrait de la situation en 2004, 2004.

Parmi les autres éléments intéressants ressortant de cette recherche, on note que 908 municipalités au Québec ont une adresse de courriel et que 581 ont répondu à une demande d'information formulée dans le cadre de l'enquête. Seules 20 % y ont donné suite dans l'heure qui a suivi la requête. Le temps moyen de réponse a été de 36 heures. Les petites municipalités répondent moins vite que leurs consœurs, probablement à cause de la moins grande disponibilité de main-d'œuvre. Les villes d'Amos, de Rouyn-Noranda et de Val-d'Or se démarquent à l'échelle de la province avec 24 autres municipalités par la nature administrative de leur site, par l'information socio-communautaire et économique qui s'y retrouve et par l'offre globale de services et d'informations qui sont accessibles.

Dans la région, 100 % des municipalités présentes sur le web offrent de l'information à caractère historique. Cette proportion est supérieure au taux prévalant pour l'ensemble du Québec (85 %). Plus de 80 % des municipalités de la région ayant participé à cette étude offrent des cartes géographiques en ligne, 19 % diffusent la météo ou des nouvelles locales, 9,5 % disposent d'une foire aux questions, 62 % listent les membres du conseil municipal et 19 % présentent un organigramme. Près du quart affichent le budget de la ville sur le site, 43 % présentent l'agenda des activités, une liste des événements ainsi que certaines actualités et nouveautés. Une part de 14 % divulgue les adresses électroniques des employés municipaux et autant rend public l'ordre du jour des réunions du conseil municipal. Près de 20 % met en ligne les procès-verbaux des rencontres et 24 % rend accessibles des publications et des rapports sous forme téléchargeable. Environ la moitié rend compte d'informations économiques sur le milieu et autant redirige les visiteurs vers des organismes de nature économique actifs dans la communauté par des hyperliens. Près de six municipalités sur dix rendent disponibles des informations à caractère social, culturel et communautaire et plus de neuf sur dix offrent des services culturels, récréatifs et touristiques. Enfin, le tiers diffuse par Internet ses règlements municipaux.

Le tableau qui suit permet de constater que 24 municipalités de la région disposent en 2005 d'un site Internet. Plusieurs sont localisées au Témiscamingue et en Abitibi-Ouest. Globalement, ce sont surtout des municipalités ayant un caractère rural.

**Tableau 10**  
**Municipalités de l'Abitibi-Témiscamingue disposant d'un site Internet, 2005**

Territoire	Nombre	Liste des municipalités
Abitibi	1	Amos
Abitibi-Ouest	9	Clerval, Duparquet, Dupuy, Gallichan, La Sarre, Normétal, Palmarolle, Roquemaure, Taschereau
Rouyn-Noranda	1	Rouyn-Noranda
Témiscamingue	10	Béarn, Belleterre, Latulipe-et-Gaboury, Laverlochère, Lorrainville, Notre-Dame-du-Nord, Saint-Bruno-de-Guigues, Témiscaming, Ville-Marie, Rémigny
Vallée-de-l'Or	3	Malartic, Senneterre (ville), Val-d'Or

Source : Ministère des Affaires municipales. Répertoire des municipalités du Québec, septembre 2005.



### 3.4.4 Usage d'Internet et commerce électronique

#### 3.4.4.1 Usage d'Internet parmi la population

Un récent portrait permet de saisir comment se positionne l'Abitibi-Témiscamingue sur le plan de l'usage d'Internet et du commerce électronique<sup>27</sup> comparativement à l'ensemble des autres régions de la province. Il s'agit d'une enquête menée à l'échelle du Québec auprès de quelque 24 000 adultes et qui couvre la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2004 au 31 décembre 2005.

Les résultats révèlent que le taux d'utilisation d'Internet<sup>28</sup> pour l'ensemble du Québec se situait, en 2004-2005, à 61 % de la population. En Abitibi-Témiscamingue, ce taux était de 52 %; il était similaire pour la période précédente. La région se classe en 11<sup>e</sup> position parmi l'ensemble des régions du Québec en 2004-2005 mais elle était en 7<sup>e</sup> place l'année précédente.

**Tableau 11**  
**Régions selon l'usage d'Internet par les adultes, 2004-2005 et 2003-2004, en pourcentage**

	2004-2005		2003-2004
Outaouais	68,9	Montréal	64,3
Montréal	68,6	Laval	61,2
Capitale-Nationale	65,1	Capitale-Nationale	59,5
Laval	64,3	Montréal	57,5
Montréal	63,2	Outaouais	56,0
Lanaudière	57,3	Lanaudière	52,0
Estrie	56,4	Abitibi-Témiscamingue	51,8
Laurentides	55,9	Estrie	51,5
Côte-Nord	55,9	Laurentides	50,9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	52,9	Saguenay-Lac-Saint-Jean	48,3
Abitibi-Témiscamingue	52,4	Côte-Nord	48,1
Bas-Saint-Laurent	52,0	Mauricie	46,8
Chaudière-Appalaches	50,9	Centre-du-Québec	46,8
Mauricie	50,0	Chaudière-Appalaches	45,8
Centre-du-Québec	50,0	Bas-Saint-Laurent	43,0
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	44,2	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	35,5

Source : CEFRIO, NETendances 2004 : Portrait de l'usage d'Internet et du commerce électronique dans les régions du Québec, janvier 2003 à décembre 2004, février 2005.

On remarque qu'un important fossé sépare les hommes et les femmes de certaines régions du Québec en ce qui concerne l'utilisation hebdomadaire d'Internet en 2004-2005. Par exemple, l'écart est supérieur à 12 points de pourcentage en Estrie, à Laval et en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Le décalage entre les deux sexes est plus faible en Abitibi-Témiscamingue, mais elle se situe quand même à près de 11 points de pourcentage. À l'échelle de la province, cet écart est supérieur à neuf points de pourcentage. Le taux d'utilisation d'Internet chez les hommes de l'Abitibi-Témiscamingue est de 59 % alors qu'il est de près de 48 % chez les femmes. En 2003-2004, l'écart entre les hommes et les femmes de l'Abitibi-Témiscamingue se situait à près de cinq points de pourcentage et il était favorable aux hommes.

De façon générale, les 18-34 ans affichent des taux d'utilisation d'Internet plus importants que les groupes plus âgés. Chez les jeunes de l'Abitibi-Témiscamingue, le taux est inférieur à celui prévalant pour la province (69 % contre 80,5 %). Chez les 35-54 ans de la région, ce taux est de près de 60 %, soit 7,5 points de pourcentage de moins que les Québécois. Enfin, le taux chez les 55 ans et plus d'ici est lui aussi inférieur à celui prévalant chez les aînés du Québec (24 % contre 33 %).

<sup>27</sup> CEFRIO, NETendances 2005 : Portrait de l'usage d'Internet et du commerce électronique dans les régions du Québec, janvier 2004 à décembre 2005, février 2006.

<sup>28</sup> Taux moyen 2004-2005 pour la région/taux moyen 2004-2005 pour l'ensemble du Québec X 100.

**Tableau 12**  
**Taux d'utilisation d'Internet et taux d'achat en ligne en %, 2004-2005, Abitibi-Témiscamingue et Québec**

	Taux d'utilisation d'Internet		Taux d'achat en ligne	
	Région	Province	Région	Province
Global	52,4 %	61,1 %	9,6 %	13,5 %
Hommes	58,7 %	65,9 %	12,8 %	17,7 %
Femmes	47,8 %	56,6 %	7,2 %	9,6 %
18-34 ans	69,3 %	80,5 %	10,7 %	20,2 %
35-54 ans	60,1 %	67,6 %	10,4 %	14,0 %
55 ans et plus	24,0 %	32,6 %	3,7 %	6,1 %

Source : CEFRIO, NETendances 2005 : Portrait de l'usage d'Internet et du commerce électronique dans les régions du Québec, janvier 2004 à décembre 2005, février 2006.

Le tableau 13 indique qu'entre le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et le 31 décembre 2005, la région de l'Outaouais présente un indice d'utilisation d'Internet de 113. Elle se situe donc à 13 % au-dessus de la moyenne de l'ensemble du Québec et occupe le premier rang, devant de ce fait la région de Montréal. Cet indice est de 86 pour l'Abitibi-Témiscamingue, soit 14 % sous la moyenne provinciale. Cela positionne la région au 11<sup>e</sup> rang, ce qui constitue un recul comparativement à la période précédente où la 7<sup>e</sup> position lui revenait.

**Tableau 13**  
**Indice d'utilisation d'Internet 2003-2004 et 2004-2005, régions du Québec**

	2003-2004			2004-2005	
	Indice	Rang		Indice	Rang
Montréal	115	1	Outaouais	113	1
Laval	110	2	Montréal	112	2
Capitale-Nationale	107	3	Capitale-Nationale	107	3
Montréal	103	4	Laval	105	4
Outaouais	100	5	Montréal	103	5
Lanaudière	93	6	Lanaudière	94	6
Abitibi-Témiscamingue	93	7	Estrie	92	7
Estrie	92	8	Laurentides	92	8
Laurentides	91	9	Côte-Nord	91	9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	87	10	Saguenay-Lac-Saint-Jean	87	10
Côte-Nord	86	11	Abitibi-Témiscamingue	86	11
Mauricie	84	12	Bas-Saint-Laurent	85	12
Centre-du-Québec	84	13	Chaudière-Appalaches	83	13
Chaudière-Appalaches	82	14	Mauricie	82	14
Bas-Saint-Laurent	77	15	Centre-du-Québec	82	15
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	64	16	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	72	16

Source : CEFRIO, NETendances 2005 : Portrait de l'usage d'Internet et du commerce électronique dans les régions du Québec, janvier 2004 à décembre 2005, février 2006.

#### 3.4.4.2 L'achat en ligne

Tel que l'indique le tableau 12, le taux d'achat en ligne<sup>29</sup> pour l'année 2004-2005 est évalué à environ 10 % pour les adultes d'ici, ce qui se traduit par un écart défavorable comparativement au taux québécois. Ce taux est en croissance dans la région puisqu'il était de 6 % en 2003-2004. Les hommes du Québec effectuent des achats sur Internet dans une proportion plus importante que ne le font les hommes de la région (18 % contre 13 %). L'écart est moins important entre les femmes du Québec et celles d'ici (10 % contre 7 %). De façon générale, on retrace une part plus élevée d'hommes que de femmes dans toutes les régions du Québec pour ce qui est des achats en ligne, sauf dans le Bas-Saint-Laurent et en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine. Le taux d'achat en ligne est plus faible ici qu'au Québec, peu importe le groupe d'âge. Les écarts sont les plus importants entre la région et la province pour le groupe des 18-34 ans. Le tableau 14 nous permet de positionner la région parmi les autres régions du Québec pour les achats en ligne. Le 15<sup>e</sup> rang était dévolu à la région pour l'année 2003-2004, indiquant que ce type de commerce a encore du chemin à faire pour gagner la faveur de la population régionale. On note par contre une 12<sup>e</sup> place en 2004-2005, signe d'une certaine progression dans les façons de faire des gens de la région.

<sup>29</sup> Taux moyen 2004-2005 pour la région/taux moyen 2004-2005 pour l'ensemble du Québec\*100.

**Tableau 14**  
**Taux d'achat en ligne selon les régions du Québec, pourcentage, 2002-2003 et 2003-2004**

	2003-2004		2004-2005
Montréal	12,4	Montréal	17,1
Laval	11,2	Montréal	15,0
Estrie	10,6	Laval	12,2
Lanaudière	10,6	Outaouais	13,9
Montréal	10,6	Lanaudière	15,3
Capitale-Nationale	10,1	Estrie	11,7
Côte-Nord	10,0	Côte-Nord	11,8
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	9,5	Capitale-Nationale	7,5
Outaouais	9,4	Chaudière-Appalaches	14,6
Laurentides	8,9	Laurentides	10,6
Chaudière-Appalaches	7,4	Saguenay-Lac-Saint-Jean	11,0
Saguenay-Lac-Saint-Jean	6,8	Abitibi-Témiscamingue	9,8
Mauricie	6,6	Bas-Saint-Laurent	7,9
Centre-du-Québec	6,6	Mauricie	7,9
Abitibi-Témiscamingue	6,0	Centre-du-Québec	9,6
Bas-Saint-Laurent	5,0	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	8,1

Source : CEFRIO, NETendances 2004 : Portrait de l'usage d'Internet et du commerce électronique dans les régions du Québec, janvier 2003 à décembre 2004, février 2005.

L'indice de propension aux achats en ligne est de 126 pour Montréal pour 2004-2005. C'est donc dire que cette région se situe à 26 % au-delà de la moyenne des régions de la province. Montréal occupe ainsi le premier rang au Québec pour cette période. C'était également le cas en 2003-2004. La Montérégie est pour sa part passée au deuxième rang, devançant ainsi la région de Laval. Malgré un gain entre 2003-2004 et 2004-2005, l'Abitibi-Témiscamingue demeure tout de même au 12<sup>e</sup> rang à l'échelle de la province quant à son indice d'achat en ligne; elle se positionnait au 15<sup>e</sup> rang pour la période précédente. C'est donc dire que la région se situe désormais à 29 % sous la moyenne provinciale.

**Tableau 15**  
**Indice d'achats en ligne, 2003-2004 et 2004-2005, régions du Québec**

	2003-2004		2004-2005	
	Indice	Rang	Indice	Rang
Montréal	124	1	126	1
Laval	112	2	111	3
Estrie	106	3	90	6
Lanaudière	106	4	103	5
Montréal	106	5	113	2
Capitale-Nationale	101	6	86	8
Côte-Nord	100	7	87	7
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	95	8	56	16
Outaouais	94	9	108	4
Laurentides	89	10	79	10
Chaudière-Appalaches	74	11	81	9
Saguenay-Lac-Saint-Jean	68	12	73	11
Mauricie	66	13	58	14
Centre-du-Québec	66	14	58	15
Abitibi-Témiscamingue	60	15	71	12
Bas-Saint-Laurent	50	16	60	13

Source : CEFRIO, NETendances 2005 : Portrait de l'usage d'Internet et du commerce électronique dans les régions du Québec, janvier 2004 à décembre 2005, février 2006.

### 3.4.5 Internet dans les entreprises

Rappelons en terminant qu'une enquête menée pour le compte du Centre des technologies de l'information et des communications de l'Abitibi-Témiscamingue<sup>30</sup> en 2000, auprès de quelque 400 entreprises, a fait ressortir que le taux de branchement des entreprises à Internet était de 55 % dans la région. La majorité s'en sert pour le courrier électronique et pour la recherche d'information. Cette étude révèle aussi que 20 % des entreprises d'ici ont un site web. Ce sont surtout les grandes entreprises qui sont actives à ce niveau. À l'inverse, les petites entreprises utilisent moins Internet. Les réticences à se doter d'une telle vitrine sont motivées par différentes raisons : secteur d'activité ne s'y prêtant pas, coûts, non pertinence compte tenu du marché, manque de connaissance. Ajoutons que ce centre a été mis en place afin de sensibiliser les gens de la région aux nouvelles technologies et d'amener les entreprises à utiliser Internet. Il offre également un service d'experts en affaires et commerce électronique.

### 3.5 Large bande

Depuis plus de trois ans, les partenaires régionaux ont su unir leurs efforts pour concrétiser le financement d'un projet de réseau de télécommunication à large bande passante<sup>31</sup>. Il s'agit d'un projet innovateur qui offrira l'accès aux différentes technologies du savoir à l'ensemble des collectivités urbaines, rurales et algonquines de l'Abitibi-Témiscamingue. Ce réseau sera fonctionnel à l'automne 2006 et devrait être disponible dans toutes les municipalités de la région. L'ensemble des sept communautés algonquines seront également « branchées » à ce réseau. Des services de téléconférence, la télé-médecine, le transfert de fichiers et de logiciels, la télé-éducation, la vidéo-conférence et plusieurs autres types de communications pourront se développer à partir de cet instrument. Il s'agira donc d'un réseau performant, accessible à coût raisonnable. Dans un premier temps, l'objectif des partenaires est de desservir un noyau d'utilisateurs (ex. : institutions d'éducation, édifices municipaux et gouvernementaux, bibliothèques, etc.). À partir du moment où le réseau sera effectif, Télébec pourra offrir la connexion à une part importante de la population ainsi qu'aux entreprises.

Québec, Ottawa, Télébec ainsi que les commissions scolaires et les municipalités investissent ensemble plus de 20 M\$ pour la réalisation du projet qui s'étend sur quelque 1 400 kilomètres de fibre optique. Quelque 293 édifices municipaux, scolaires et autochtones y seront branchés, sans oublier les 74 édifices gouvernementaux fédéraux et provinciaux. La Corporation de gestion de l'infrastructure régionale de l'Abitibi-Témiscamingue a été mise en place afin d'assurer le bon fonctionnement des démarches et de travailler à l'élaboration des documents légaux nécessaires à la réalisation de ce chantier de concertation parmi les plus importants de l'histoire régionale. Dans un premier temps, les liens entre Rouyn-Noranda, Val-d'Or, Amos, La Sarre, Témiscaming et Ville-Marie seront mis en place. Selon les prévisions, 82 % de la clientèle privée de Télébec aura accès à des services Internet haute vitesse.

Outre cette technologie, rappelons que différentes institutions de la région disposent depuis déjà quelques années d'un réseau interne (intranet) permettant de relier entre eux leurs différents points de services (ex. : UQAT et ministères).

### 3.6 La téléphonie

En 1976, Télébec fusionnait avec Téléphone du Nord du Québec, l'entreprise qui desservait alors l'Abitibi-Témiscamingue. Désormais présente dans plus de la moitié du Québec, Télébec et ses filiales embauchent plus de 800 employés. Ses quelque 180 000 clients sont répartis dans 300 municipalités de la province et sont dispersés sur un territoire de 750 000 km<sup>2</sup> délimité au nord par le territoire de la Baie-James, au sud, par Venise-en-Québec près de la frontière américaine, à l'ouest par Ville-Marie en Abitibi-Témiscamingue, et à l'est par les Îles-de-la-Madeleine.

Les acquisitions d'entreprises régionales, devenues depuis filiales ou partenaires, de pair avec les fusions et les intégrations stratégiques ont contribué à la croissance et la modernisation de l'offre de service depuis cinq ans. En 1996, Télébec crée sa première filiale, Télébec Mobilité. Celle-ci offre un service de

<sup>30</sup> Sauvé, Pierre. *Enquête sur l'implantation des nouvelles technologies de l'information et des communications en Abitibi-Témiscamingue*, septembre 2000.

<sup>31</sup> Les localités de la MRC Abitibi ne sont pas partenaires du projet régional. Par contre, certaines d'entre elles ont accès à de tels services par le cablodistributeur local.

télécommunications sans fil de qualité et dessert d'abord l'Abitibi-Témiscamingue. Télébec Mobilité offre aussi des services cellulaires et autres technologies sans fil à Mont-Laurier, à La Tuque et aux Îles-de-la-Madeleine.

L'expertise de Télébec s'est aussi développée grâce aux liens d'affaires avec d'autres filiales et partenaires. Liens Internet du Nord-Ouest (L.I.N.O) Inc., est maintenant appelé Télébec Internet. Logicon Rouyn (1995) Inc., experte en réseautique et informatique, fait désormais partie de Télébec Informatique. Enfin, il faut mentionner le Centre d'Interaction Proximité Inc., localisé à Rouyn-Noranda, qui fait office de centre d'appels et de réseau d'interaction avec la clientèle<sup>32</sup>. L'acquisition en 2000 de Cablevision du Nord de Québec, le plus important télédistIBUTEUR de l'Abitibi-Témiscamingue avec sa cinquantaine d'employés et ses 32 000 abonnés, est aussi à souligner, sans oublier l'intégration avec Northern Telephone récemment amorcée (compagnie ontarienne employant 250 personnes et desservant quelque 65 000 clients).

Télébec a investi 6 M\$ dans Internet et la téléphonie cellulaire en 2004 en Abitibi-Témiscamingue; en 2003, 7 M\$ y furent également investis. Près de 80 % de la clientèle de Télébec a accès à des technologies cellulaires analogiques et 71 % à des technologies numériques. Internet haute vitesse rejoint 56 % des adresses civiles de la clientèle Internet de Télébec.

En ce qui concerne le réseau sans fil, l'adhésion à la télédistribution par satellite est en croissance en Abitibi-Témiscamingue, notamment auprès de la population rurale qui ne peut être rejointe autrement. Pour le réseau cellulaire, Télébec Mobilité, Rogers AT&T et Telus desservent la région. Télébec occupe la plus grande part du marché. Selon un sondage BBM réalisé en Abitibi-Témiscamingue à l'automne 2004, 17,6 % de la population de la région possède un téléphone cellulaire pour usage personnel. Ce taux est de 26,7 % à l'échelle du Québec.

### **3.7 Les câblodistributeurs et le satellite**

Pour la câblodistribution, deux acteurs se partagent le marché. Le premier, Cablevision du Nord de Québec, acquis en 2000 par Télébec, couvre Val-d'Or, La Sarre, Macamic, Malartic, Notre-Dame-du-Nord, Témiscaming, Ville-Marie et Rouyn-Noranda. Le deuxième, Télédistribution Amos, dessert Amos, Barraute, Senneterre et Lebel-sur-Quévillon. Cablevision du Nord de Québec s'est récemment doté d'équipements lui permettant d'offrir le service de télévision à haute définition. Ce service est offert aux gens de Rouyn-Noranda, Val-d'Or, La Sarre et Ville-Marie. Pour y accéder, on doit toutefois posséder un téléviseur à haute définition ainsi qu'un décodeur. L'entreprise offre présentement sept chaînes à haute définition à ses abonnés, mais un nombre supérieur sera bientôt disponible. Cablevision vient également de rendre disponibles 129 nouvelles chaînes numériques (43 chaînes de télévision, 35 chaînes musicales et 31 chaînes de radio). Pour les recevoir, il faut disposer d'un appareil numérique<sup>33</sup>.

L'Enquête sur la pratique culturelle au Québec du ministère de la Culture et des Communications nous révèle que la proportion des ménages de la région qui reçoivent la télévision par câble est plus importante en 2004 que celle des ménages de la province (72 % contre 66 %). Signe d'une certaine perte de terrain du câble au profit d'autres modes de télédiffusion, la part des ménages de l'Abitibi-Témiscamingue branchée au câble se situait à 78 % en 1999. Les ménages sont également plus nombreux ici qu'au Québec à recevoir la télévision par satellite : cette part est de 16 % en Abitibi-Témiscamingue alors qu'au Québec, elle se fixe à 13,5 %. En 1999, seulement 6 % des ménages de la région regardaient la télévision par le truchement du satellite. Pour ce qui est de la télévision payante, la part régionale et la part provinciale se situent au même niveau (25 % des ménages).

### **3.8 Les dépenses des ménages canadiens**

Les dépenses des Canadiens pour l'année 2004 ont fait l'objet d'une enquête<sup>34</sup> touchant les nouveaux services de communications, comme les téléphones cellulaires et Internet à haute vitesse. Selon cette étude, la popularité des nouveaux services de communication monte en flèche.

<sup>32</sup> Proximité loge 230 employés. Il se spécialise dans le télémarketing et l'information aux clients.

<sup>33</sup> Le Citoyen, 11 décembre 2005.

<sup>34</sup> Statistique Canada. Enquête sur les dépenses des ménages 2004. Le Quotidien, 12 décembre 2005.

Les ménages qui utilisent les téléphones cellulaires et les autres services sans fil ont dépensé 340 \$ en moyenne en 2004. Cela équivaut à une hausse de 18 % par rapport à l'année 2003. Au total, presque six ménages sur dix (59 %) ont dit posséder au moins un téléphone cellulaire; en 2003, cette part était de 54 %. Pour ce qui est des dépenses pour les services téléphoniques conventionnels, elles ont diminué de 6 % pour s'établir à 70 %. Les services téléphoniques conventionnels ont représenté un peu plus de la moitié de toutes les dépenses des ménages au chapitre des communications. Cela correspond à une baisse par rapport à la proportion de 80 % enregistrée en 1997.

Pour leur part, les dépenses d'accès à Internet ont connu une croissance de 24 % pour se situer en moyenne à 210 \$. La part des ménages ayant déclaré un accès à haute vitesse est passé de 35 % en 2003 à 43 % en 2004. Près de six ménages sur dix ont dit accéder d'une façon ou d'une autre à Internet à la maison. Près de sept ménages sur dix ont révélé posséder un ordinateur. Les dépenses moyennes en matériel informatique ont été en hausse de 11 % en 2004, atteignant 260 \$.

#### **4. Les télécommunications souterraines sans fil**

Les recherches menées par l'UQAT dans le domaine des télécommunications souterraines sans fil dans les espaces clos, en partenariat avec Télébec, méritent d'être soulignées. Ces recherches sont menées à partir d'un laboratoire de recherche localisé à Val-d'Or, sur le site de la mine-laboratoire Canmet. De ce fait, la région développe une expertise de pointe, des outils, des approches et, bien sûr, des produits à commercialiser. Depuis sa création, ce laboratoire a contribué à former une dizaine de spécialistes et a collaboré au développement d'un système de géolocalisation pour lequel l'UQAT a déposé un brevet. Il sert également de plaque tournante pour le transfert technologique. Il faut aussi mentionner que le Laboratoire Télébec Mobilité en communications souterraines et l'UQAT ont collaboré à la tenue du premier congrès international en communications souterraines. Près d'une centaine de participants et une trentaine de conférenciers de sept pays y ont participé, ce qui a favorisé les contacts scientifiques et d'affaires. Ce type d'événement est appelé à se répéter car l'expertise, l'accueil et la notoriété des gens d'ici ont séduit la majorité des participants.

#### **5. Emplois et perspectives d'emploi**

##### **5.1 Emplois selon les professions**

À quoi ressemble le marché du travail en Abitibi-Témiscamingue pour les professions en lien avec les technologies de l'information et des communications? Nous avons recensé quelque 40 professions regroupant environ 2 600 emplois en moyenne pour la période 2002-2004 à partir d'une liste fournie par Service Canada. Pour leur part, les perspectives professionnelles produites par Emploi-Québec permettent de saisir des éléments d'information se rattachant au revenu moyen annuel d'emploi à temps complet pour l'année 2000 pour ces professions.

Le développement de services dans la région tels les centres d'appel gouvernementaux (régime québécois d'assurance parentale, centre d'appel d'urgence 911) et privés (Proximédia) de même que le déploiement du réseau à large bande passante vont jouer sur les besoins de main-d'oeuvre en Abitibi-Témiscamingue au cours des prochaines années. Les professions bénéficiant des meilleures perspectives d'embauche<sup>35</sup> pour les années à venir se retrouvent dans les domaines suivants : direction de la transmission des télécommunications, de l'édition, du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène, surveillance des services postaux et de messageries, facteurs et factrices, répartition et opération radio, ingénieurs et ingénieures en électricité ou en électronique, analyse et consultation en informatique, programmation et développement de médias interactifs, technologues et techniciens ou techniciennes en génie électronique et électrique, électronique d'entretien, opération informatique ou de réseau et techniciens et techniciennes web, soutien aux utilisateurs, professionnelles et professionnels des relations publiques et des communications, design graphique et illustration, installation et réparation de matériel de télécommunications ainsi que technique en montage et en entretien d'installations de câblodistribution.

---

<sup>35</sup> Celles qui forment une combinaison des possibilités bonnes, acceptables ou favorables ou qui portent l'unique mention « bonnes ».

Parmi les professions bénéficiant de perspectives d'embauche pouvant être qualifiées de moyennes<sup>36</sup> se retrouvent les cadres supérieurs en commerce, radiotélédiffusion et autres services, les directeurs des ventes, du marketing et de la publicité, les commis au courrier et services postaux, les messagers ou distributeurs, les journalistes, les traducteurs, les techniciens en radiotélédiffusion, les monteurs de lignes et de câbles de télécommunications ainsi que les opérateurs de presse à imprimer et représentants au service à la clientèle.

**Tableau 16**  
**Emplois dans les professions liées aux technologies de l'information et des communications ainsi qu'à l'informatique et perspectives d'emploi, Abitibi-Témiscamingue**

Code CNP <sup>1</sup>	Titre de la profession	Emploi moyen 2002-2004 <sup>2</sup>	Revenu annuel moyen (\$) temps complet 2000 <sup>3</sup>	Perspectives de Service Canada 2005-2007 <sup>2</sup>	Perspectives d'Emploi-Québec 2004-2008 <sup>3</sup>
0013	Cadres supérieurs/supérieures-services financiers, communications et autres	40	52 000	Limitées	np
0015	Cadres supérieurs/supérieures-commerce, radiotélédiffusion et autres services	10	45 000	Acceptables	np
0131	Directeurs/directrices transmission des télécommunications	70	46 000	Acceptables	Acceptables
0213	Gestionnaires de systèmes informatiques	10	52 000	Indéterminées	np
0512	Directeurs/directrices – édition, cinéma, radiotélédiffusion et arts de la scène	20	22 000	Bonnes	np
0611	Directeurs/directrices ventes marketing et publicité	190	55 000	Limitées	Favorables
1214	Surveillants/surveillantes services postaux et messageries	120	39 000	Acceptables	Favorables
1422	Commis à la saisie de données	60	29 000	Limitées	Acceptables
1423	Opérateurs/opératrices équipements éditique, personnel assimilé	10	nd	Indéterminées	np
1424	Téléphonistes	10	31 000	Limitées	np
1433	Représentant/représentante au service à la clientèle	360	21 000	Limitées	Acceptables
1461	Commis courrier et services postaux et personnel assimilé	70	30 000	Limitées	Favorables
1462	Facteurs/factrices	140	31 000	Acceptables	Favorables
1463	Messagers/messagères, distributeurs /distributrices	110	nd	Limitées	Acceptables
1475	Répartiteurs/répartitrices, opérateurs radio/opératrices radio	120	38 000	Acceptables	Acceptables
2133	Ingénieurs et ingénieures, électricité et électronique	50	72 000	Bonnes	np
2171	Analystes et consultants /consultantes en informatique	40	27 000	Acceptables	Acceptables
2174	Programmeurs/programmeuses, développeurs/développeuses médias interactifs	50	39 000	Acceptables	Restreintes
2241	Technologues et techniciens/techniciennes en génie électronique et électrique	70	48 000	Bonnes	Favorables
2242	Électroniciens/électroniciennes d'entretien (biens de consommation)	580	30 000	Bonnes	Acceptables
2281	Opérateurs/opératrices en informatique ou de réseau et techniciens/techniciennes Web	100	36 000	Acceptables	Acceptables
2282	Agents/agentes de soutien aux utilisateurs	80	36 000	Acceptables	Acceptables
5123	Journalistes	20	37 000	Acceptables	np
5124	Professionnels/professionnelles des relations publiques - communications	110	37 000	Acceptables	Acceptables
5125	Traducteurs/traductrices	20	nd	Acceptables	np

<sup>36</sup> Celles qui forment une combinaison des possibilités favorables, acceptables ou limitées ou qui portent l'unique mention « acceptables ».

5221	Photographes	10	nd	Limitées	np
5222	Cadreurs/cadreuses de films et vidéos	10	nd	Indéterminées	np
5224	Techniciens/techniciennes en radiotélédiffusion	30	nd	Acceptables	np
5225	Techniciens/techniciennes en enregistrement audio et vidéo	10	nd	Indéterminées	np
5227	Personnel soutien - cinéma, radiotélédiffusion, arts de la scène	10	nd	Indéterminées	np
5231	Annonceurs/annonceuses et autres communicateurs/communicatrices radio et télé.	80	32 000	Limitées	Acceptables
5241	Designers graphiques et illustrateurs/illustratrices	120	23 000	Bonnes	Acceptables
7245	Monteurs/monteuses de lignes et de câbles de télécommunications	10	nd	Acceptables	np
7246	Installateurs/installatrices et réparateurs/réparatrices matériel de télécommunications	140	45 000	Acceptables	Acceptables
7247	Techniciens/techniciennes en montage et en entretien d'installations de câblodistribution	10	nd	Bonnes	Acceptables
7381	Opérateurs/opératrices de presse à imprimer	80	32 000	Acceptables	np

Nd : non déterminé

Np : information non publiée

1 Classification nationale des professions.

2 Ressources humaines et développement des compétences Canada. *Perspectives sectorielles et professionnelles en Abitibi-Témiscamingue 2005-2007*, 2005. Les perspectives professionnelles sont ainsi graduées : limitées, acceptables et bonnes.

3 Emploi-Québec. *Le marché du travail dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, Perspectives professionnelles 2004-2008*, 2004. Les perspectives professionnelles sont ainsi graduées. Perspectives favorables : bonnes perspectives d'intégration au marché du travail. Perspectives acceptables : perspectives satisfaisantes d'intégration au marché du travail. Perspectives restreintes : perspectives limitées d'intégration au marché du travail.

Sources : Emploi-Québec. *Le marché du travail dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, Perspectives professionnelles 2004-2008*, 2004 et Ressources humaines et Développement des compétences Canada. *Perspectives sectorielles et professionnelles en Abitibi-Témiscamingue 2005-2007*, 2005.

## 5.2 Emploi selon l'industrie et les groupes d'âge

Le recensement de 2001 de Statistique Canada permet de préciser qu'un total de 1 120 emplois se dénombrent en Abitibi-Témiscamingue du côté des industries de l'impression, de la fabrication de produits informatiques, de l'édition, du film et de l'enregistrement sonore, de la radiotélévision et des télécommunications ainsi que des services d'information et de traitement des données. Parmi les gens en emplois dans ces industries, plus de six sur dix ont entre 35 et 64 ans alors qu'environ trois sur dix sont âgés de 15 à 34 ans. Sans contredit, l'industrie de la radiotélévision et des télécommunications regroupe la part la plus importante des travailleurs et travailleuses (57 % ou 700 individus). Une proportion de quelque 73 % de ces individus ont entre 35 et 64 ans. L'industrie de l'impression et des activités connexes de soutien se positionne au deuxième rang pour le nombre d'emplois s'y rattachant, soit quelque 190 personnes.

**Tableau 17**

**Emplois selon l'industrie et le groupe d'âge, Abitibi-Témiscamingue, 2001**

	Total		15-34 ans		35-64 ans	
	Nbre	%	Nbre	%	Nbre	%
323 Impression et activités connexes de soutien	190	100,0	55	28,9	130	68,4
334 Fabrication produits informatiques et électroniques	25	100,0	0	0,0	10	40,0
511 Édition	65	100,0	10	15,4	35	53,8
512 Industries du film et de l'enregistrement sonore	125	100,0	60	48,0	55	44,0
513 Radiotélévision et télécommunications	700	100,0	185	26,4	510	72,9
514 Services information et traitement des données	115	100,0	70	60,9	30	26,1
Total	1 220	100,0	380	31,1	770	63,1

Notes : Les données de l'Abitibi-Témiscamingue comprennent les territoires de Lebel-sur-Quévillon et Matagami.

Source : Service d'information sur le marché du travail, CRHC Abitibi-Témiscamingue,



### 5.3 La main-d'œuvre dans les médias communautaires

Selon le Comité directeur sur les médias communautaires<sup>37</sup>, la main-d'œuvre demeure un problème important pour les médias communautaires. La situation est précaire pour plusieurs au Québec, ce qui les empêche d'offrir des conditions de travail suffisamment compétitives. Le salaire est généralement peu élevé (moyenne de 12 \$ de l'heure) et les charges de travail sont importantes. Le manque d'employés favorise pour sa part la concentration des tâches entre les mains de quelques personnes seulement. L'essoufflement fait aussi partie du portrait. Faire appel aux programmes d'emploi des gouvernements est le lot de plusieurs médias communautaires québécois. Or, on le sait, ces programmes ne permettent l'embauche que sur une base ponctuelle, ce qui favorise le roulement du personnel et entraîne d'importants problèmes de formation. Il importe également de noter un important phénomène de cumul des fonctions chez le personnel, ce qui peut parfois causer problème. Il faut mentionner que certains médias communautaires de la région pourront désormais profiter des nouvelles mesures de soutien que vient d'annoncer le ministère de la Culture et des Communications du Québec. Onze médias communautaires de la région seraient concernés<sup>38</sup> parmi lesquels on retrace sept médias écrits, une radio communautaire et trois télévisions communautaires.

Quant au recrutement de bénévoles, mentionnons que les besoins varient selon les médias communautaires. Plusieurs ont des activités reposant essentiellement sur les bénévoles, si bien que leur formation revêt également une grande importance. Il faut aussi préciser que certaines localités voient leur population régresser et vieillir, réduisant d'autant le nombre de personnes pouvant potentiellement s'impliquer dans ces médias.

---

<sup>37</sup> Comité directeur sur les médias communautaires, ministère de la Culture et des Communications du Québec. *Les médias communautaires au Québec. État de la problématique*, 2005. Pages 31 et 32.

<sup>38</sup> La Frontière, 4 janvier 2006.

## 6. La formation

Le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue offre différentes formations liées de près ou de loin aux technologies de l'information et des télécommunications et à l'informatique. Du côté préuniversitaire, le programme des arts et lettres mérite attention, d'autant plus que le Festival vidéo qui s'y rattache prend graduellement de l'ampleur et que le département du cinéma fait sa marque. À l'automne 2004, le volet Cinéma regroupait 48 personnes, les lettres cumulaient pour leur part 25 inscriptions alors que le volet spécifique aux langues cumulait 35 individus. Pour ce qui est des programmes techniques, on peut mentionner la technique informatique; 121 inscriptions s'y rattachaient à l'automne 2004. Des formations de courte durée sont également offertes sous forme de séminaires ou d'ateliers, qu'on songe à la micro-informatique, au dessin assisté par ordinateur ou aux communications. Pour ce qui est du service aux entreprises, on retrouve des formations courtes en électronique industrielle ou en marketing, communications, promotion et publicité. Enfin, des attestations d'études collégiales sont offertes en bureautique et conception graphique de même qu'en gestion financière informatisée.

L'UQAT dispose pour sa part de différents programmes. Du côté du programme de création en multimédia, soulignons que deux formations majeures sont offertes : la première est une majeure interdisciplinaire en création visuelle, l'autre concerne la création multimédia interactif. Cette dernière a fait l'objet d'une centaine d'inscriptions à l'automne 2004. Quatre certificats sont également disponibles dont un en création multimédia interactif (deux inscriptions pour l'automne 2004 et l'hiver 2005), un en production artistique, un en pratiques rédactionnelles et un en création 3 D (sept inscriptions à l'automne 2004 et à l'hiver 2005). Enfin, la micro-création en multimédia interactif fait également partie de l'offre de service de l'UQAT.

L'UQAT et le Collège Édouard-Montpetit viennent d'annoncer un programme conjoint d'enseignement DEC-BAC intégré en multimédia et création 3D qui s'offrira à Longueuil dès l'automne 2007. Ce programme est une première au niveau d'une entente collégiale universitaire dans le secteur de la création 3D. Il permettra à l'étudiant d'obtenir en continu un diplôme d'études collégiales et un baccalauréat. L'industrie québécoise a donné son aval à cette formation qui vise à répondre aux besoins grandissants de main-d'œuvre qualifiée et universitaire dans les domaines de la création 3D, notamment celui du jeu vidéo. Par ailleurs, l'UQAT offrira son certificat de création 3D à temps complet au campus de Longueuil de Collège Édouard-Montpetit dès l'automne 2006.

Du côté du programme en informatique, diverses options s'offrent aux étudiants de l'UQAT en Abitibi-Témiscamingue : une mineure en programmation multimédia, deux certificats (un en informatique appliquée et un en informatique et multimédia), un programme court en informatique appliquée, sans oublier les formations micro en technologie de l'information et de la communication et en programmation de microcontrôleur. Aucune inscription n'a été comptabilisée pour ce programme à l'automne 2004 et à l'hiver 2005. Le même phénomène se remarque du côté du programme en sciences de la gestion où les cours disponibles sont le certificat en marketing ainsi que la micro formation en commerce électronique.

L'UQAT offre désormais un baccalauréat unique au Canada, le programme en communication jeunesse; il comprend une majeure en communication dirigée spécifiquement vers l'univers des jeunes. Cette formation propose l'étude de la communication destinée à la jeunesse et aborde les communications sous l'angle communautaire ainsi que sous l'angle créatif. Il initie les étudiants au monde de la communication destinée à la jeunesse en développant une pensée critique flexible et des connaissances dans un souci d'implication communautaire. L'étudiant peut approfondir un des profils mis de l'avant dans les mineures : pratique rédactionnelle, création en multimédia interactif, gestion des ressources humaines, développement local et régional, intervention auprès des groupes, petite enfance et intervention précoce, marketing, administration ou mineure personnalisée.

Ajoutons enfin que des laboratoires de micro-informatique sont disponibles au Cégep et à l'UQAT pour la clientèle des différents points de service. Cela favorise l'accès à Internet et au courrier électronique pour la clientèle étudiante.

En ce qui a trait aux commissions scolaires de la région, les diplômes d'études professionnelles en comptabilité, offerts à Rouyn-Noranda, et en secrétariat, offerts partout dans la région, prévoient l'usage d'outils informatiques ou de technologies de l'information et des télécommunications. Le même phénomène vaut pour les attestations de spécialisation professionnelle de secrétariat juridique et médical

données du côté de la Vallée-de-l'Or ainsi que pour les formations de métiers semi-spécialisés suivantes disponibles sur tout le territoire régional : commis à l'inventaire, commis aux services de messagerie, commis aux services à la clientèle, assemblage de matériel informatique, aide à l'imprimerie, aide à l'infographie, et aide en production télévisuelle.

## 7. Les entreprises

Selon les informations pouvant être tirées du Registre des entreprises de Statistique Canada, il y aurait en Abitibi-Témiscamingue quelque 550 entreprises rattachées de près ou de loin aux domaines de l'information, des communications et de l'informatique. Les entrepreneurs en installations d'équipements techniques ainsi que les autres entrepreneurs spécialisés sont les plus nombreux.

**Tableau 18**  
**Nombre d'établissements oeuvrant dans les domaines de l'information, des communications et de l'informatique, Abitibi-Témiscamingue, 2003**

	Abitibi	Abitibi-Ouest	Rouyn-Noranda	Témiscamingue	Vallée-de-l'Or	Région
Entrepreneurs en installations d'équipements techniques	22	10	44	12	55	143
Autres entrepreneurs spécialisés	30	15	47	24	46	162
Impression et activités connexes de soutien	4	4	9	0	4	21
Grossistes-distributeurs ordinateurs et matériel de communication	3	0	5	2	7	17
Magasins de livres, de périodiques et d'articles de musique	2	1	5	0	5	13
Services postaux	0	1	2	1	4	8
Édition (sauf par Internet)	2	0	3	3	3	11
Industries du film et de la vidéo	3	9	9	3	7	31
Radiodiffusion et télédiffusion	1	0	5	2	4	12
Télécommunication sans fil (sauf par satellite)	1	0	2	2	1	6
Câblodistribution et autres activités de distribution d'émission de télévision	1	1	2	0	2	6
Services spécialisés de design	2	0	8	2	4	16
Conception de systèmes informatiques et services connexes	12	2	21	2	10	47
Publicité et services connexes	3	1	18	2	12	36
Autres	4	1	5	0	7	17
<b>Total</b>	<b>90</b>	<b>45</b>	<b>185</b>	<b>55</b>	<b>171</b>	<b>546</b>

Source : Statistique Canada, Registre des entreprises, décembre 2003

## Conclusion

L'Abitibi-Témiscamingue est une région somme toute bien pourvue sur le plan des communications et des télécommunications. On y retrouve un large éventail de médias, qu'ils soient locaux, régionaux ou nationaux. On a assisté au fil des années au déploiement de la radio et de la télévision ainsi qu'à l'éveil face au pouvoir de ces outils de communication, notamment grâce à l'expérience du projet MultiMédia. Les radios communautaires et autochtones se sont développées ainsi que de petits journaux locaux. On a également assisté à l'apparition de la câblodistribution, ce qui a contribué à une bonne couverture régionale. L'établissement d'une concurrence par l'arrivée des coupoles, notamment dans les zones à faible densité de population, de même que le déploiement du réseau large bande passante figurent parmi les éléments qui méritent d'être soulignés, sans oublier le développement de services à la clientèle dans divers centres d'appels nouvellement implantés dans la région. Un passage vers les journaux et les radios liés à des réseaux nationaux a aussi été remarqué. Finalement, on a noté un éclatement des moyens de communications suite au déploiement d'Internet.

Cela dit, il faut aussi souligner l'apparition de nouvelles technologies ayant favorisé par exemple les développements du côté des téléphones cellulaires. La télévision par Internet dispose encore de capacités limitées ici comme au Québec, mais il se pourrait bien que ce type de technologie soit porteur d'avenir. Quant à la télévision numérique, elle est déjà bien implantée à l'échelle de la province et on constate qu'elle continue à gruger des abonnés au service analogique<sup>39</sup>, surtout à cause des canaux spécialisés et de la possibilité de s'abonner uniquement à certains canaux. On remarque donc au fil des années des progrès considérables sur le plan technologique. S'en suivent des habitudes différentes de consommation.

Les médias deviennent en effet graduellement des produits de spécialisation qu'on peut acheter à la carte, au gré des besoins. Auparavant, ceux-ci tendaient à rejoindre un large spectre de la population par le biais d'une production très diversifiée. Aujourd'hui, la tendance est plutôt à la concentration (sports, culture, économie et finances, etc.). Pensons également à l'avènement de nouvelles technologies et de nouveaux supports électroniques. Internet ouvre par exemple d'immenses possibilités autrefois techniquement impensables et touche l'ensemble des couches sociales. Notons à ce chapitre l'information sonore qu'on peut télécharger sur un baladeur (balladodiffusion) et que l'on peut écouter plus tard, à l'engouement pour les blogues ou encore à la popularité croissante des lecteurs musicaux de type iPod ou aux nouvelles applications des cellulaires (photos, messages électroniques, téléchargement d'émissions, etc.). Tout cela vient modifier nos habitudes d'écoute et de lecture ainsi que nos manières de s'informer. Les jeunes entrent plus que leurs aînés dans cette nouvelle ère des communications et de la mobilité. Les médias doivent donc s'adapter et relever le défi au moment même où les consommateurs bénéficient de vastes possibilités sur le plan des choix à faire.

Enfin, on peut considérer comme une opportunité le développement des technologies dans le domaine des communications et des télécommunications pour les entreprises d'ici. Les nouvelles technologies pourraient aider à rapprocher ces dernières des grands centres urbains pour l'offre de certains services, dans la mesure où ils sont bien ciblés.

Depuis plusieurs années, les organismes locaux et régionaux de l'Abitibi-Témiscamingue se préoccupent de l'accès à l'information touchant la région. À quelques reprises, la population a été conviée à des rencontres pour dresser le bilan et faire le point sur les enjeux. On remarque que l'information véhiculée par les médias dans la région touche différents paliers, allant du local à l'international. Le défi sera de s'assurer que l'information locale et régionale continue à circuler, grâce à différents supports médiatiques. Un autre élément dont il faut tenir compte est le fait que certains médias perdent du terrain au profit de d'autres. Par exemple, l'écoute de la radio chez la population canadienne accuse un recul par rapport au niveau où elle se situait par le passé. De plus, l'écart entre le temps d'écoute des adultes et celui des adolescents (12 à 17 ans) continue de se creuser. Verra-t-on dans un avenir plus ou moins rapproché une nouvelle tendance faisant qu'une plus grande place est faite à la radio au « parlé » plutôt qu'à la musique (compte tenu du fait que les téléchargements de musique gagnent en popularité)?

La télévision et la radio véhiculent aujourd'hui des informations provenant d'un peu partout. Cela constitue un pas significatif important pour les collectivités régionales. Toutefois, le reflet que nous offrent jusqu'à

---

<sup>39</sup> Comité directeur sur les médias communautaires, ministère de la Culture et des Communications du Québec. *Les médias communautaires au Québec. État de la problématique*, 2005. Page 28.

maintenant ces médias risque de s'estomper au profit de ce qui se passe ailleurs. Quant aux médias écrits de la région, on y retrouve peu de propos éditoriaux et d'analyses approfondies sur des sujets d'actualité. Comment alors assurer qu'il n'y aura pas désintéressement des gens face à l'information locale, régionale et communautaire? Comment assurer l'alimentation des débats sur les questions de l'heure dans la région dans un contexte de déclin démographique et au regard d'un certain nivellement des contenus véhiculés? Ce sont là quelques-uns des défis qui nous attendent collectivement.

## Bibliographie

Auteur inconnu. *La diffusion des signaux locaux de télévision en Abitibi-Témiscamingue par les entreprises de distribution par satellite de radiodiffusion directe*, date inconnue.

Bergeron, Julie. *Le Bloc, le Comité régional des paroisses marginales et Multi-Média*. Solidarité rurale Abitibi-Témiscamingue, 2004.

Centre d'études sur les médias. Bulletin de la Direction de la recherche, des politiques et du lectorat. *La presse hebdomadaire régionale au Québec en 2004*, octobre 2005.

Centre francophone d'informatisation des organisations (CEFRIO). *NETendances 2004 : Portrait de l'usage d'Internet et du commerce électronique dans les régions du Québec, janvier 2003 à décembre 2004*, février 2005.

Comité directeur sur les médias communautaires, ministère de la Culture et des Communications du Québec. *Les médias communautaires au Québec. État de la problématique*, 2005.

Concertation pour l'action. *NTIC – État de situation*, janvier 2004.

Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue. *Mémoire portant sur Télé-Québec*, octobre 2004.

Crompton, Susan. *Internauts autochtones vivant hors réserve*. Tendances sociales canadiennes, hiver 2004.

Emploi-Québec. *Le marché du travail dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue, Perspectives professionnelles 2004-2008*, 2004.

Le Citoyen Rouyn-Noranda, 11 décembre 2005.

Le Citoyen Rouyn-Noranda, 26 février 2006.

Le Citoyen Harricana, 25 décembre 2005.

La Frontière, 4 janvier 2006.

Ministère de la Culture et des Communications. *Enquête sur les pratiques culturelles des Québécois*, 1999.

Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir et Centre francophone d'informatisation des organisations. *Le web municipal au Québec : portrait de la situation en 2004*, 2004.

Ministère de la Culture et des Communications. *La pratique culturelle au Québec en 2004. Recueil statistique*, octobre 2005

Ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir. *Répertoire des municipalités du Québec*, septembre 2005.

Nolet, Renée. *La dérive de l'information*, revue Convergences, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, avril 2003.

Normand, Pierre. *Voir l'aménagement du territoire autrement*, revue Municipalité, octobre 2004.

Pilon, Juliane. *Au Module en multimédia, le meilleur reste à venir*, revue InfoCampus, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue, novembre 2004.

Productions Abitibi-Témiscamingue. *L'Express sillonne la région de l'Abitibi-Témiscamingue*, 1984.

Ressources humaines et développement des compétences Canada. *Les perspectives sectorielles et professionnelles en Abitibi-Témiscamingue, horizon 2005-2007*, juillet 2005.

Riopel, Marc. *La fondation de Radio-Témiscamingue, CKVM-AM 710. À travers le temps*, octobre 2002.

Sauvé, Pierre. *Enquête sur l'implantation des nouvelles technologies de l'information et des communications en Abitibi-Témiscamingue*, septembre 2000.

Sous la direction de Vincent, Odette. *Histoire de l'Abitibi-Témiscamingue*, Institut québécois de recherche sur la culture, 1995.

Statistique Canada. *Registre des entreprises*, décembre 2003.



## Annexe

### Les médias en Abitibi-Témiscamingue en 2006

#### Abitibi

RADIO	
CKAG-FM (100,1)	Propriété du conseil de bande, Pikogan. Fondation : 1992.
TÉLÉVISION	
TVC 7	Télévision communautaire. Entente entre Cablevision du Nord de Québec et Télédistribution Amos. Fondation : 1997. Dessert Amos, Barraute, Senneterre, Lebel-sur-Quévillon et les environs.
PRESSE ÉCRITE	
Le Citoyen d'Harricana	Journal gratuit appartenant à Quebecor. Tirage combiné avec le Citoyen de Val-d'Or : 30 500 copies.
15 journaux communautaires	Berry (Ma municipalité), Barraute (Le journal Boum), Guyenne (L'Express), La Corne (L'Écho des montagnes), La Motte (Le journal de La Motte), Landrienne (La Bagatelle), Launay (L'Informateur), Preissac (L'Alliance), Rochebaucourt-La Morandière-Champneuf-Despinassy (La Voie du Secteur des Côteaux), St-Félix-de-Dalquier (L'essentiel de chez nous), St-Marc-de-Figuery (L'Éveil campagnard), St-Mathieu (La Nouvelle de St-Mathieu), Trécesson (Ma municipalité m'informe), Sainte- Gertrude-Manneville (Le bulletin du citoyen), Saint-Dominique-du-Rosaire (Le Soleil des collines).
MÉDIA ÉLECTRONIQUE	
Zoom Abitibi	Portail régional d'information : radio en ligne, carrefours commercial et industriel, nouvelles, diffusion de communiqués de presse.

#### Abitibi-Ouest

RADIO	
CHGO-FM (102,1) et CHOA-FM (103,9)	Propriété privée de Radio Nord Communications inc. Présence d'une antenne et d'une personne affectée à la vente.
TÉLÉVISION	
CK-Munotair	Télévision communautaire Organisme à but non lucratif basé à Macamic. Fondation : 1986. Dessert Macamic et La Sarre.
PRESSE ÉCRITE	
Le Citoyen d'Abitibi-Ouest	Journal gratuit appartenant à Quebecor. Tirage : 9 165 copies.
15 journaux communautaires	Chazel (Journal de Chazel), Duparquet (Le Grand Héron), Gallichan (Le Gallichan), Macamic (Info-Mak), Normétal (Le Vrai Citoyen), Palmarolle (Le Pont), Poularies (Glanures), Rapide-Danseur (L'Odyssée de Rapide Danseur), Roquemaure (La Cache), Ste-Germaine-Boulé (Journal Info), Taschereau (Le Bavard), Dupuy (Le Gribouilleur), Languedoc (Le Campagnard), La Reine (L'Entrain), Val-Saint-Gilles (Journal du village).

## Rouyn-Noranda

<b>RADIO</b>	
CHLM-FM (90,7)	Propriété publique de Radio-Canada. Fondation : 2000.
CHOA-FM (96,5)	Propriété privée de Radio Nord Communications inc. Fondation : 1990. Appellation : Couleur-FM.
CJMM-FM (99,1)	Propriété privée de Groupe Astral inc. Fondation : 1988.
CHIC FM (88,7)	Radio privée de langue française à contenu religieux. Rayonnement : 20 km autour de Rouyn-Noranda.
CHUN-FM (98,3)	Radio communautaire de propriété autochtone (Lac Simon).
<b>TÉLÉVISION</b>	
CFEM-TV	Propriété privée de Radio Nord Communications inc. Fondation : 1979.
CKRN-TV	Propriété privée de Radio Nord Communications inc. Fondation : 1957.
TVC 9	Télévision communautaire (Communication Nord-Média, filiale de Cablevision du Nord de Québec inc.). Fondation : 1990.
<b>PRESSE ÉCRITE</b>	
Le Citoyen de Rouyn-Noranda	Journal gratuit appartenant à Quebecor. Tirage : 20 000 copies.
Le Précoce	Journal s'adressant aux jeunes du territoire et parrainé par le Centre ressources jeunesse de Rouyn-Noranda. À ce jour, une dizaine de parutions.
La Frontière	Journal vendu appartenant à Quebecor. Tirage : 7 300 copies.
14 journaux communautaires dont un pour l'ensemble de la région	Arntfield (Le Petit Jour), Beaudry (La Vie-la-joie), Bellecombe (Info Bellecombe), Cadillac (Le Filon de Cadillac), Cléricy (Le Clairon), Cloutier (Cloutier.com), D'Alembert (Au cœur de D'Alembert), Destor (Destorois-Info), Évain (Ensemble pour bâtir), McWatters (Le Jévissois), Montbeillard (Montbeillard en bref), Mont-Brun (Au Fil des Jours), Rollet (Le Courrier), Abitibi-Témiscamingue (Le Trotteur).
<b>MAGAZINE</b>	
La Dépêche	Magazine mensuel de propriété privée. Fondation : 1997. Tirage : 2 500 copies. Site Internet mis à jour régulièrement (plus de 1 000 pages).
Consigne	Recueil d'art et de poésie.
<b>MÉDIA ÉLECTRONIQUE</b>	
Le Webdiffuseur	Quotidien sur Internet, propriété privée. Diffusion d'informations et d'actualités régionales.
Médiamo	Blogue faisant état d'événements à caractère culturel.

## Témiscamingue

RADIO	
CKVM-FM	Propriété privée de Radio Témiscamingue inc. Fondation : 1950.
CFWR-FM (93,5)	Propriété du Conseil de bande, Winneway. Fondation : 1980.
CHNT-FM (92,3)	Propriété du Conseil de bande, Notre-Dame-du-Nord. Fondation : 2000.
TÉLÉVISION	
CCTV-13	Télévision communautaire desservant la ville de Témiscaming. Organisme à but non lucratif. Fondation : 1994.
Télévision du Témiscamingue	Télévision communautaire située à Notre-Dame-du-Nord. Organisme sans but lucratif fondé en 2005 existant auparavant sous le nom de Télévision communautaire de Notre-Dame-du-Nord.
LA PRESSE ÉCRITE	
Le Contact	Journal bilingue vendu : propriété d'un organisme sans but lucratif. Tirage : 1 000 copies.
Le Témiscamien	Journal gratuit appartenant à Publipresse inc. Tirage : 9 600 exemplaires.
Le Reflet	Propriété privée du Reflet Témiscamien inc. Tirage : 9 700 exemplaires.
15 journaux communautaires	Angliers (Le Remorqueur), Fabre (Le Reflet), Guérin (Le Bavard), Latulipe (Fleur Locale), Lorrainville (Le Lien), Moffet (Le Chaïnon), Nédelec (Le Feuilleton), Notre-Dame-du-Nord (Le Mot qui Court), St-Bruno-de-Guigues (Le Babillard), St-Eugène-de-Guigues (Le Par...chemin), Rémigny (Le Babillard Rémignois), Ville-Marie (Le P'tit journal), Témiscaming (Le Contact), Fugèreville (L'Écho fugèrevillois), La Force (L'Express).

## Vallée-de-l'Or

RADIO	
CIBO-FM (100,5)	Propriété de Radio communautaire MF de Senneterre. Fondation : 1981 (organisme à but non lucratif).
CHGO-FM (104,3)	Propriété privée de Radio Nord Communications inc. Fondation : 1999.
CJMV-FM (102,7)	Propriété privée de Groupe Radio Astral inc. Fondation : 1988.
CHUT-FM (95,3)	Radio autochtone rattachée à la communauté du Lac Simon. Fondation : 1982.
TÉLÉVISION	
CFVS-TV	Propriété privée de Radio Nord Communications inc. Fondation : 1986.
CIVA-TV	Propriété publique de Télé-Québec. Fondation : 1980.
TVC 9	Télévision communautaire (Cablevision du Nord de Québec inc.). Fondation : 1957.
PRESSE ÉCRITE	
Les Échos Abitibiens (Val-d'Or, Amos, La Sarre)	Journal vendu appartenant à Quebecor. Tirage : 14 500 copies.
Le Citoyen de Val-d'Or	Journal gratuit, propriété de Quebecor. Tirage combiné avec le Citoyen d'Harricana : 30 500 copies.
2 journaux communautaires	Rivière-Héva (La Croisette), Senneterre paroisse (Le Senneterrois).

Source : Observatoire de l'Abitibi-Témiscamingue, 2006.